Parti Socialiste
Convention nationale de préparation aux législatives de 1978
Paris 5 et 6 novembre 1977

Sommaire

Le président (André Boulloche) 1
Pierre Bérégovoy 1
Gaston Defferre 11
Pierre Mauroy 12
Georges Sarre 13
Jean Poperen 18
Jean-Pierre Chevènement 22
Michel Rocard 29
Nicole Questiaux 33
François Mitterrand 35
Didier Motchane 51

Séance du dimanche 6 novembre 1977 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de André Boulloche, assisté de Denise Cacheux, du Nord, Pierre Pallau de la Côte d'Or, Jean Heuler, Gonzolas (?) de Meurthe-et-Moselle.

Le président (André Boulloche)

Camarades, la séance est ouverte.

Nous avons une journée extrêmement chargée devant nous et je signale d'ailleurs que la Commission qui, hier, a été chargée d'examiner les problèmes électoraux, s'est séparée à 4 h du matin ; c'est vous dire que pendant que les participants à la Convention pouvaient prendre un peu de repos, un certain nombre d'entre nous ont travaillé une bonne partie de la nuit.

D'après l'ordre du jour nous avons pour commencer l'appréciation de l'action des organismes centraux, puis le débat politique et la désignation de la Commission des résolutions. Nous allons procéder de la façon suivante : je vais donner la parole à Pierre Bérégovoy qui va vous présenter le rapport qui vous a été annoncé hier. Pendant que Pierre Bérégovoy parlera, je demande aux camarades qui désirent participer au débat de bien vouloir le faire savoir en m'apportant leur nom et le temps de parole qu'ils souhaitent ; suit le nombre d'interventions potentiel, nous organiserons le débat, car bien entendu nous avons des impératifs en matière d'horaires.

Je donne tout de suite la parole à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy

Mes chers camarades, pour notre Parti, à quatre mois de l'échéance des

Fondation Jean Jaurès

législatives, les choses sont simples : la victoire de la Gauche est nécessaire et elle demeure possible, elle dépend de nous, de notre volonté politique et de notre capacité d'initiative.
La crise de la Gauche a obscurci l'horizon et c'est pourquoi il nous faut examiner dans cette Convention ses causes, ses conséquences et voir aussi ce qu'il faut faire pour la surmonter. C'est l'objet de ce rapport que je vais vous présenter au nom de la Commission désignée par le Bureau exécutif, mise en place par le Bureau exécutif, en application des décisions de notre dernier Comité directeur, mais ainsi que vous le savez, en fait je parle au nom du Secrétariat, la minorité ayant rendu publiques ses propositions avant la conclusion des travaux de cette Commission.
Je tiens pourtant à dire dès maintenant que sa rédaction tient le plus grand compte des discussions que nous avons eues, discussions qui avaient montré que nous étions unanimes à constater que la Direction du Parti Communiste portait seule la responsabilité de la situation actuelle et qu'elle n'était apparemment pas décidée à modifier sa position avant le mois de janvier, date qu'elle a elle-même fixée en annonçant qu'elle convoquait une conférence nationale et en engageant dans le même temps une vaste campagne d'information qui est dirigée essentiellement contre notre Parti.
Unanimes nous l'étions aussi pour observer que le Parti Communiste avait refusé d'examiner nos propositions sur les nationalisations, propositions formulées au sommet du 22 septembre, précisées et développées par le Comité directeur unanime du 8 octobre, et le refus du Parti Communiste à deux reprises a bloqué ainsi et de façon délibérée toute discussion sérieuse.
Unanimes enfin, nous l'étions pour dire que l'acte politique essentiel de notre Convention résiderait dans la limpidité de nos propositions communes.
Pourquoi, chers camarades, la minorité n'a t-elle pas permis que soit mené à son terme le travail qui a été si bien entrepris ? Par souci de se distinguer, pour tenter une opération tactique à la mesure des luttes de courants ? Ce serait dérisoire ! Ou bien, considère t-elle qu'elle doit se placer en position d'intermédiaire entre le Parti, le nôtre et le sien, et le Parti Communiste ? Ce serait autrement plus grave !
Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que la très grande majorité des militants condamnera une initiative qui a eu pour résultat d'altérer l'image du Parti à un moment où nous subissons les feux croisés de la Droite et du Parti Communiste.
Pourquoi donc aussi conforter les dirigeants Communistes dans l'illusion que les désaccords internes au Parti Socialiste pourraient les aider dans la campagne qu'ils mènent pour diminuer notre influence ? En réalité, une telle attitude éloigne du but que l'on prétend atteindre.
C'est la cohérence de notre démarche, c'est la clarté de nos intentions, c'est la fermeté de nos convictions qui détermineront soyez-en certains l'issue de la crise.
François Mitterrand l'a répété à plusieurs reprises : le Parti Socialiste n'a qu'un combat, celui qu'il mène contre la Droite, il n'a qu'un engagement, celui du programme commun, il n'a qu'une volonté, créer les conditions de la victoire de

la Gauche en mars prochain.
Commençons par l'échec de la Droite. Il est patent en tous domaines. Voilà 48 heures, M. Lecanuet, qui est bien le maître en matière de confusion, s'est préoccupé - écoutez bien - de donner des bases solides au gouvernement pour redresser la situation économique. Quel aveu ! En effet, s'il faut redresser la situation, c'est bien parce que ça va mal.
L'indice officiel des prix a augmenté de 0,9% en septembre. En un an, la hausse des prix, d'après les statistiques gouvernementales, atteint donc au minimum 9,7%. Dans le même temps, le nombre de chômeurs s'est élevé de 23%, dépassant le chiffre officiel de 1 200 000. La production industrielle stagne, l'endettement de la France augmente, le déficit de notre commerce extérieur persiste.
Un an après son arrivée au pouvoir, le bilan de M. Barre n'est pas meilleur que celui de M. Chirac, le capitalisme recourt à l'inflation, au chômage pour tenter de surmonter ses contradictions et tout confirme qu'il n'y parvient pas aisément.
La Droite au pouvoir installe la France dans une crise longue et durable.
Face à cette situation, les revendications sociales se font pressantes. Pour beaucoup de travailleurs, l'espoir réside dans l'arrivée de la Gauche au pouvoir, condition essentielle du changement de politique auquel la majorité des Français aspire.
Condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Pour les Socialistes, en effet, le véritable changement ne réside pas seulement dans un changement de majorité à l'assemblée nationale, il repose sur une transformation des structures économiques et sociales de notre pays sans laquelle il n'y aura pas, il ne peut pas y avoir, de solution durable.
C'est dans ce contexte qu'il nous faut apprécier la situation de la Gauche.
De 1974 à maintenant, la France a vécu dans l'attente des législatives. La courte victoire de Giscard d'Estaing n'avait pas modifié les données de la situation politique. Il était clair dès le mois de juin 1974 que la continuité l'emporterait sur le changement.
François Mitterrand, artisan et symbole du combat unitaire de la Gauche, voyait son autorité grandir dans le pays. Le Parti Socialiste devenait le premier Parti de France et ses progrès rendaient inéluctables la victoire de la Gauche.
Au lendemain des élections municipales, nul n'en doutait. La Gauche avait confirmé qu'elle était majoritaire dans le pays et la dynamique unitaire avait profité aux trois partis de gauche, le Parti Communiste a bénéficié largement de la poussée électorale du Parti Socialiste ; c'est vrai à Reims, à Saint Etienne et dans de nombreuses communes de plus de 30.000 habitants.
Le Parti Socialiste a alors démontré dans les faits et non seulement dans des discours, qu'il respectait tous les engagements du programme commun de gouvernement.
Aujourd'hui, la dynamique unitaire est atteinte, l'opinion de gauche inquiète ou désemparée et la Droite naturellement relève la tête.
Cette évolution, camarades, est due à l'attitude des dirigeants Communistes qui ont pris la lourde responsabilité d'interrompre les discussions sur l'actualisation

du programme commun. Depuis la rupture des conversations, ils ont donné à la campagne anti-Socialiste un tour nouveau tout se passe en effet comme si leur objectif prioritaire était de porter les coups au Parti Socialiste et au Premier secrétaire François Mitterrand.
C'est un mauvais procès, et l'on comprend que des militants et des électeurs Communistes soient troublés. Ils se rendent compte on effet que le Parti Communiste en se trompant d'adversaire fait le jeu de la Droite et risque par son comportement de la maintenir au pouvoir.
Rien, rien ne résiste à cette évidence, les attaques menées contre le Parti Socialiste profitent à Chirac, à Barre et à Giscard d'Estaing.
La question est donc désormais de savoir si le Parti Communiste veut vraiment que la Gauche gagne les élections de 1978 et arrive au pouvoir. A t-il une stratégie de rechange et laquelle ?
Avant d'évoquer cette hypothèse dont les Communistes sont les seuls maîtres, notre Parti, qui ne désespère pas de la volonté unitaire de la grande majorité des travailleurs, entend rappeler et préciser ses positions :
Le Parti Socialiste est fidèle à lui-même, le choix fait de la stratégie de l'union de la Gauche n'est pas circonstancielle, il découle d'une analyse des données économiques, sociologiques et politiques de la situation française. Pour opérer la transformation en profondeur des structures, pour ouvrir la voie au Socialisme autogestionnaire, il faut rassembler les forces sociales décidées à rompre avec la société capitaliste. C'est l'alliance de tous ceux qui subissent son aliénation, alliance qui repose sur un critère de classe, les exploités contre les exploiteurs, c'est ce que nous appelons le front de classe dont la traduction politique est l'union de la Gauche, union qui comprend le Parti Socialiste, le Parti Communiste, Le Mouvement des radicaux de gauche et tous ceux qui se reconnaissent dans le combat de l'union de la Gauche, union qui s'est fixé comme objectif de conquérir la majorité électorale pour conduire notre pays au Socialisme par la voie pacifique et démocratique.
Cette union est fondée sur l'alliance de partis égaux en droits et en devoirs, l'influence de chacun étant déterminée par la volonté du suffrage universel. Cette alliance n'efface pas les divergences idéologiques, elles tendent à les surmonter dans l'action et par l'action contre la majorité conservatrice et les puissances économiques qui l'inspirent, elles ne reposent que sur une condition : le combat pour le Socialisme et le combat pour la liberté sont inséparables.
Une option aussi fondamentale, mes chers camarades, n'est pas à la merci des manoeuvres de la Droite, elle ne saurait être subordonnée au comportement du Parti Communiste.
La signature du programme commun en 1972 a représenté une étape capitale dans la voie de l'union. Celle-ci a pu se consolider sur la base d'un contrat clair, précis, comprenant l'acceptation du pluralisme politique et l'engagement de respecter en toutes circonstances la volonté du suffrage universel librement exprimé, autrement dit l'acceptation du principe de l'alternance.
Le programme commun de 1972 est un bon programme, il répond toujours aux questions que pose la crise économique, sociale et culturelle de la société

Coll. Fondation Jean-Jaurès

occidentale. Il propose le véritable changement hors duquel notre pays continuera à subir la loi des privilèges et le règne de l'injustice.
Le Parti Socialiste a été et entend rester fidèle à l'esprit, aux options et aux grands équilibres économiques et politiques de 1972. L'aggravation de la crise rend encore plus impérieuses les transformations de structures inscrites au programme commun : nationalisations, planification, démocratisation de la vie économique et sociale, et politique. Elle justifie davantage encore l'effort prioritaire qui est à faire en faveur des bas revenus. Elle nous confirme dans notre volonté de concevoir une autre croissance économique, une croissance qui s'écarte de la logique productiviste du capitalisme pour donner la priorité aux aspects qualitatifs de la consommation, à la protection des équilibres naturels, au refus du gaspillage des matières premières et de la force de travail.
En mai dernier, c'est par décision commune des trois Partis signataires que nous avons décidé de procéder à l'actualisation pour tenir compte de ce qui avait changé depuis 1972.
Notre conviction était dès ce moment-là, et nous l'avons dit, nos partenaires ne le démentaient pas, qu'il était nécessaire de préserver à tout prix le pacte fondamental qui avait scellé l'union de la Gauche et rassemblé une majorité de Français en 1976 et 1977.
L'actualisation a été positive. Le 28 juillet, au niveau du groupe des 15, les trois délégations étaient parvenues à des positions communes sur un nombre important de points. Citons :
L'emploi - auquel un chapitre nouveau a été consacré - la santé et la Sécurité sociale, la recherche scientifique et technique, le sport, la vie culturelle, les questions intéressant la famille, les rapatriés, la politique industrielle, le droit à l'information, les positions internationales de la France.
La mise au point de ces chapitres avait bien traduit l'esprit positif avec lequel les Socialistes ont mené, pour leur part, l'actualisation du programme commun.
Parmi les divergences qui subsistaient, beaucoup ont été éliminées dans des discussions au sommet. Ainsi ont été levées les réserves qui subsistaient à propos des chapitres sur le cadre de vie et la qualité nouvelle de la vie, les droits des femmes, l'éducation nationale, la jeunesse, les anciens combattants, la politique agricole. Ont fait l'objet d'une rédaction commune, alors, les chapitres consacrés aux prix et la lutte contre l'inflation, les chapitres consacrés aux libertés - sujet sur lequel le Parti Communiste a fait beaucoup de propositions nouvelles, que nous avons acceptées, bien que l'essentiel était déjà dans la Déclaration des droits de l'Homme. Il y en a une que je rappelle aujourd'hui : c'est celle qui consistait à mentionner que la Gauche au pouvoir garantirait la liberté de se déplacer, hors de la France, et à l'intérieur de la France. Nous avions dit que cette proposition semblait viser d'autres pays que la France, puis Pierre Julien a beaucoup insisté pour qu'on mette cette disposition. Il faudra qu'il ajoute, à la Charte des libertés du Parti Communiste, la liberté pour chacun d'entre nous, et pour tous les Français, de dîner avec qui il veut, maintenant.
Voilà une proposition nouvelle et positive.
(Applaudissements)

Les chapitres sur les institutions, la décentralisation, ont fait l'objet aussi d'un accord. Mais il faut ajouter, car cela est important, car depuis deux mois toute une information fausse est donnée par le Parti Communiste, que sur la plupart des dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail, les éléments d'un accord ont été réunis. Les trois délégations ont proposé que la retraite soit immédiatement, dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir, accordée au temps plein, à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes, le droit au travail restant naturellement garanti au-delà. Et les retraites et pensions seront progressivement amenées à 75% du salaire annuel des 10 meilleures années. Il y a accord là-dessus.

De même, la proposition Socialiste d'augmenter les allocations familiales de 50%, soit 25% immédiatement et 25% sur l'exercice budgétaire suivant, mais dès la première année, a recueilli, lors des discussions, un accord de tous.

Quant au SMIC, il faut enfin que les choses soient claires, la proposition Socialiste a été que dès sa prise en fonction le gouvernement de la Gauche consulterait l'ensemble des organisations syndicales, en prenant pour base le minimum de 2200 F, revendication actuelle, le montant du SMIC étant fixé par le gouvernement, tenant compte du rythme de l'inflation d'ici-là.

Tout ce qui précède démontre donc que le Parti Socialiste n'a refusé d'examiner aucune proposition, qu'elle émane des Radicaux de Gauche ou du Parti Communiste. Nous n'avons eu dans cette affaire que deux impératifs : ne pas rétrécir les ambitions du programme commun, ne rien faire qui puisse contrarier le succès.

Ainsi que vous le savez, mes camarades, deux séries de questions restaient en discussion : celles qui touchent aux nationalisations, à leur extension, ou à leurs modalités - exemple : l'élection du P.D.G - et les problèmes de la Défense nationale, plus quelques points concernant la fiscalité, sur lesquels nous nous sommes déjà expliqués.

Sur les nationalisations, précisons une fois encore nos positions.

Il y aurait désaccord total entre Communistes et Socialistes s'il s'agissait de collectiviser l'industrie française ou de supprimer l'économie de marché pour des impératifs de la planification. J'ajoute que si telle était aujourd'hui la volonté du Parti Communiste, il y aurait contradiction absolue avec le programme commun.

Que dit en effet le programme commun de 1972 ?

Que seront nationalisés : la totalité du Crédit, les principales sociétés d'assurances, et 9 groupes industriels nommément désignés,

Que des prises de participations de l'Etat, pouvant être majoritaires, seront assurées dans plusieurs secteurs industriels, eux aussi nommément désignés, de façon à permettre - tout cet ensemble - au gouvernement de la Gauche, d'atteindre ses objectifs économiques et sociaux.

Le Parti Communiste, en proposant la nationalisation de la sidérurgie, de la totalité du pétrole, et de Peugeot-Citroën, allait au-delà du programme commun de 1972. Le Parti Socialiste a estimé que la participation financière de l'Etat, prévue par le programme commun de 1972, suffirait, et il l'a dit.

A surgi alors la question des filiales, nouvelle par rapport au texte de 1972. Si l'on se reporte à celui-ci, et quelle meilleure preuve, on constate en effet que le mot n'y figure pas.
Précisons, pour que les choses apparaissent toujours très claires : la nationalisation des 9 groupes, dans l'esprit du programme commun, étant donné notre esprit, implique que la totalité de leurs biens, leurs actifs, comme leurs participations dans quelque société que ce soit, soit nationalisée, c'est-à-dire transférée à la collectivité nationale.
Ce que nous demandaient les Communistes, en réalité, c'était que soient expropriés des biens appartenant à des personnes, à des sociétés ou à des groupes, dont la nationalisation n'est pas prévue au programme commun.
Mais nous avons examiné la question des filiales dans un esprit positif, proposant dès maintenant d'arrêter celles qui deviendront sociétés nationales, soit que les groupes possèdent 98% de leur capital, soit qu'elles soient considérées comme filiales stratégiques industrielles. Etant entendu, et je le dis à l'intention de nos camarades de la minorité, que la liste n'a pas à en être fixée arbitrairement par le Parti Socialiste, ce principe est et demeure soumis à la discussion commune des trois partis.
Dans le même esprit, le Parti Socialiste a proposé et propose que soit examinée la question de l'appropriation sociale totale de la sidérurgie, dans un délai rapproché.
La délégation Communiste, comme vous le savez, a refusé d'examiner nos propositions, précisées à la dernière séance du sommet, confirmées par notre Comité directeur du 8 octobre ; et s'il y avait encore un obstacle, indiquons que le Comité directeur du 8 octobre a précisé que la loi modifierait le droit des sociétés sur les minorités de blocage, pour toutes les filiales concernées.
Voilà, mes camarades, ce qu'ont été nos propositions. Mais l'extension des nationalisations telle que l'a expliquée le Parti Communiste pose un problème de fond. A partir d'un certain niveau la quantité des nationalisations atteint la qualité et modifie le type de société. En la circonstance, l'affaire des filiales est venue nous rappeler que le Parti Communiste éprouve beaucoup de difficultés à se débarrasser d'une vision centralisatrice de l'économie, qui ne correspond ni à la réalité de notre pays, ni aux besoins de notre économie, ni aux ambitions des travailleurs.
Et répétons sur ce point, une fois encore, qu'à nos yeux la question décisive est celle du contenu démocratique des nationalisations.
Dès le mois de juillet, nous avions indiqué - c'est une rédaction de Pierre Joxe - que dans chaque société où l'Etat, ou une collectivité publique, ou une entreprise nationale, comprendrait plus de 50% du capital, les dispositions prévues pour l'extension des droits des travailleurs dans le secteur public seraient applicables à ces sociétés.
Voilà par conséquent ce qui éclaire et ce qui aurait du lever tous les obstacles mis sur le chemin.
Les problèmes de la défense nationale - autre série de questions - mériteraient un long développement. Je me contenterai d'en rappeler quelques données, tout

étant dans votre esprit.
Sur la base du rapport Kanapa concluant à la maintenance en développement de la Force de Frappe atomique française, les Communistes avaient en effet proposé des amendements : signature du traité de non-emploi, le premier, collégialité de la décision, stratégie anticipée, ou plutôt, abandon de la stratégie anticipée, aboutissant en fait à réduire la capacité de dissuasion nucléaire de la France, dont ils acceptaient par ailleurs le principe.
Les concessions faites sur ces points, sur tous ces points, par le Parti Communiste, lors des discussions, ont été jugées positives par nous. Mais le fait qu'elles aient été remises en cause à deux reprises, le 3 août, quelques jours après l'accord du groupe des 15 du 28 juillet, par Georges Marchais lui-même, puis lors de la rencontre au sommet, et bien que la délégation Socialiste ait fait savoir qu'elle renonçait à sa proposition de référendum, cette remise en cause nous préoccupe. Cela ne manque pas d'être préoccupant. En effet, nous sommes conduits à nous interroger pour savoir si le Parti Communiste est toujours fidèle aux principes définis en 1972, en matière de politique étrangère et de sécurité de la France, principes qui tendent au respect des alliances contractées par la France pour garantir la paix et la sécurité.
Camarades, nous avons longtemps considéré, au groupe des 15, que l'accord était possible. La suite des événements a montré que le Parti Communiste était décidé à ne pas aboutir. Et c'est ici qu'il faut relever l'étrange comportement de sa délégation. Sur tous les points, notamment sur la politique sociale au sommet où l'accord était enregistré mais où il fallait rédiger, la délégation Communiste réservait la rédaction finale.
Il est désormais évident que son principal souci était de rassembler les éléments d'un procès contre le Parti Socialiste, mêlant pêle-mêle les nombreux points d'accord et les divergences restant, portant sur des points où le Parti Communiste, comme nous l'avons démontré, avançait des propositions modifiant l'équilibre du contrat de 1972.
Que se passe-t-il, chers camarades, chez les Communistes ?
Il est clair, à nos yeux en tout cas, que l'affaire des filiales n'était qu'un prétexte. Le Parti Communiste est-il toujours fidèle à l'union de la Gauche ou bien envisage-t-il une stratégie de rechange ?
Quand il nous accuse d'être en retrait par rapport au programme commun, nous disons que c'est faux. Nous avons défendu l'idée simple : tout le programme commun, rien que le programme commun, idée avancée par Georges Marchais lui-même à un moment où le Parti Communiste considérait que le programme de 1972 était le maximum de ce que la société française pouvait assimiler en matière de transformation sociale.
C'était en 1974 et l'on a vu que nous avons accepté sur de nombreux points, par esprit unitaire, d'aller au-delà des engagements de 1972 quand cela correspondait au bon sens. Mais, l'argument Communiste, mes camarades, gagnerait en vraisemblance s'il n'avait pas été précédé jusqu'au 23 septembre de l'affirmation suivant laquelle il fallait corriger les insuffisances et les ambiguïtés du programme de 1972.

Le Parti Socialiste n'a pas voulu et ne veut pas d'un programme commun au rabais. Le programme commun est notre loi et puisque les dirigeants Communistes demeurent figés sur leurs positions, force est donc de nous interroger sur leurs intentions réelles. Veulent-ils ou ne veulent-ils pas d'un gouvernement d'union de la Gauche ? Acceptent-ils ou n'acceptent-ils pas de prendre des responsabilités gouvernementales dans le contexte économique et social actuel ? Subordonnent-ils leur participation à un gouvernement d'union de la Gauche, à un rapport de force différent au plan électoral entre leur Parti et le nôtre ? Ce qui signifierait alors, si telle était bien la bonne hypothèse, que le Parti Communiste refuserait les conséquences pratiques du pluralisme politique qu'il accepte en théorie.

Pour le Parti Socialiste, le choix est simple : il y a la Gauche, il y a la Droite, il y a les forces de progrès, il y a les conservateurs. Nous n'avons pas de stratégie de rechange. Est-ce bien aussi le cas du Parti Communiste ?

Déjà, en 1976 le rapport de Lionel Jospin posait la question de savoir si la stratégie d'union du peuple de France était compatible avec celle de l'union de la Gauche. La question doit être rappelée aujourd'hui. Lorsque le Parti Communiste se fixe comme objectif « le rassemblement autour de la classe ouvrière de tous les démocrates, de tous les patriotes, de tous ceux qui sont attachés à la défense et au progrès des libertés, de tous ceux qui, fidèles à la grandeur, à l'indépendance, à la sécurité de la France, réprouvent une politique qui met en péril les intérêts nationaux » - fin de citation - ne substitue-t-il pas d'autres critères d'alliance à ceux sur lesquels repose le programme commun, et l'on peut se demander, à juste titre, s'il n'exprime pas une conception de l'union différente de celle découlant de l'alliance avec les Socialistes et avec les Radicaux de gauche, conception nouvelle de l'union où la politique extérieure deviendrait l'élément déterminant.

Cette interrogation est à rapprocher de la nature du procès fait au Parti Socialiste, lequel est accusé de virer à droite, d'être toujours tenté par la collaboration de classe ; cette démonstration est faite pour mieux affirmer que le Parti Socialiste est, lui, le seul parti de la classe ouvrière appelé par principe à jouer un rôle dirigeant au sein de l'alliance. Est-ce parce que ce rôle exclusif lui échappe, est-ce parce que le Parti Socialiste est aussi représentatif du même titre que le Parti Communiste du front de classe des travailleurs, que le Parti Communiste s'en prend ainsi à notre Parti ? Que devient là encore le principe du pluralisme affirmé en théorie ?

En vérité, la stratégie d'union du peuple de France repose sur la conception d'une alliance très large autour de la classe ouvrière, donc autour du Parti Communiste, de toutes les couches anti-monopolistes. Dans les discussions sur l'actualisation du programme commun, comment ne pas être frappé par le fait que le Parti Communiste visait à réduire la portée transformatrice du programme commun sur plusieurs points importants : la municipalisation des sols urbains, les offices fonciers agricoles, la nationalisation des petites banques de dépôt, points sur lesquels il était en-deçà des engagements de 1972 ; ajoutons-y les concessions faites aux intégristes dans le domaine de la laïcité et l'acceptation

sans réserve de l'armement nucléaire, et l'on observera que la démarche du Parti Communiste français vise à réunir tous les éléments d'un compromis historique à la française.
Dans cette hypothèse, deux obstacles demeureraient : l'absence de partenaire politique et aussi l'existence d'un grand Parti Socialiste.
Mais, dans la mesure où le Parti Communiste entend aujourd'hui réduire notre influence par tous les moyens, y compris au prix d'un coûteux et exceptionnel effort de propagande, ne peut-on légitimement lui poser la question de savoir s'il n'a pas pour préoccupation principale de lever au moins le second des obstacles ? C'est au parti Communiste qu'il appartient de répondre à cette question.
Pour nous, Socialistes, une seule volonté nous guide : la victoire de la Gauche, et parce que le programme commun a précisément pour objet de donner à cette union valeur de contrat, les Socialistes continueront à le proposer au peuple de France. C'est la meilleure base d'union du peuple de France.
Faut-il le redire, au risque de lasser : nous voulons le présenter avec nos partenaires de l'union de la Gauche Les Communistes ont pris la responsabilité d'interrompre la discussion ; nous proposons que cette discussion soit reprise sans condition.
Nous l'avons dit le 3 octobre et nous le confirmons aujourd'hui.
A un mois de distance, certains camarades nous demandent de répéter nos propositions, voire d'aller au-delà sur tel ou tel point. Nous n'allons pas, mes camarades, nous livrer à un marchandage sur l'adjonction d'une filiale ou d'une autre, soumis de semaine en semaine à la volonté des dirigeants Communistes dont on ignore encore les véritables intentions.
Nos propositions sont plus simples et elles tiennent en deux phrases :
1. Le Parti Socialiste se déclare prêt - je confirme ce que je viens de dire - à reprendre la discussion au sommet, sans délai, sans préalable et sous quelque forme que ce soit.
2. Pour préparer cette rencontre au sommet, nous suggérons que se tienne dans les dix jours une réunion des responsables du Comité de liaison de la Gauche.
Voilà qui est clair, sans préalable et sans délai.
Si l'on veut aboutir, il suffit donc de se retrouver autour de la même table. Il suffit donc au parti Communiste de préférer la discussion avec ses partenaires à la polémique quotidienne de l'Humanité.
En formulant cette proposition, les Socialistes sont fidèles à eux-mêmes. Nous n'avons pas besoin de donner un coup de barre à gauche, pour la bonne raison que nous appliquons strictement les décisions de nos Congrès, et, en l'occurrence, la résolution du Comité directeur du 8 octobre demeure valable sur tous ses points - elle a été adoptée à l'unanimité. Le Parti Communiste a pris ses responsabilités, à nous de prendre les nôtres !
Nous entendons tout faire pour permettre au courant unitaire de s'exprimer avec force. Nous invitons les travailleurs, les Françaises et les Français à créer partout des comités de soutien au Parti Socialiste pour l'union de la Gauche et le programme commun. Oui, mes camarades, tout doit être fait pour assurer la victoire de la Gauche. Il nous faut multiplier les actions dans les entreprises,

dans les communes, contre la politique de la Droite et pour mobiliser les travailleurs et l'opinion publique.
Il nous faut approfondir aussi notre réflexion pour mieux situer les objectifs du programme commun dans le domaine de la décentralisation, dans le domaine de la qualité de la vie, dans le domaine des droits et des pouvoirs nouveaux, donner aux travailleurs garanties dans les entreprises.
Le Parti Socialiste, dans les semaines et dans les mois qui viennent, avant, s'il le fallait pendant et après les élections législatives, continuera de mettre tout en oeuvre pour aboutir à un gouvernement de la Gauche unie.
Dès maintenant, je confirme au nom du secrétariat les propositions qui ont déjà été faites par notre Premier secrétaire, François Mitterrand, dès maintenant la Convention nationale doit déclarer solennellement que les voix que le Parti Socialiste aura obtenues au premier tour de scrutin, il les mettra au service de l'union de la Gauche au deuxième tour.
Ainsi, si la convention confirme cette proposition, ainsi seront situées les responsabilités des uns et des autres. Ce sera aux Français qu'il appartiendra d'en juger demain, dans les jours qui viennent et plus tard. Le Parti Socialiste est prêt à aller au combat pour battre la Droite, seul adversaire qu'il se reconnaît et pour assurer la victoire de l'union de la Gauche !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai 20 inscrits dans la discussion. Je propose à la Convention de déclarer que la liste des orateurs est close.
Il n'y a pas d'objection ?
Il va nous falloir organiser les débats. Pour ne pas perdre de temps, je donne la parole à Georges Sarre... Gaston Defferre me fait un rappel au règlement, une motion d'ordre, c'est de droit.

Gaston Defferre

Camarades, au train où nous partons la discussion va durer toute la matinée, une partie de l'après-midi. La Commission des résolutions se réunira vers 17 h / 18 h, délibèrera comme d'habitude un certain temps et quand nous reviendrons ici il n'y aura plus personne, les délégués seront partis.
Devons-nous tenir une convention sérieuse ? Voulons-nous rapporter des textes importants devant des chaises vides, voter avec des mandats qui auront été laissés ou qui ne l'auront pas été ?
Ce que je propose, c'est qu'on réunisse les orateurs, qu'on décide de finir la discussion générale à la fin de la matinée - François Mitterrand choisira le moment qu'il voudra pour parler - que nous réunissions la Commission des résolutions tout de suite après - nous pouvons très bien nous passer de déjeuner, cela n'a aucune importance... (Brouhaha)... et qu'on rapporte devant la convention au plus tard à 15 h. Sinon, ce n'est pas la peine de se faire d'illusions !
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Pierre Mauroy qui a des propositions à faire à la Convention.

Pierre Mauroy

Je voudrais faire à la Convention une proposition pour tenir compte de la nécessité du départ, de la nécessité de réunir la Commission des résolutions suffisamment tôt et de la nécessité aussi de donner la parole à tous ceux qui se sont inscrits. Cette proposition est la suivante.
D'abord, le débat dès maintenant avec les orateurs suivants : Georges Sarre, Poperen, Jean-Pierre Chevènement, Rocard, Nicole Questiaux et François Mitterrand qui interviendrait à 12 h 15 ou 12 h 30 au maximum.
Ensuite, constitution de la Commission des résolutions qui, pendant le déjeuner, pourrait déjà se réunir et se mettrait au travail à 15 h ; le débat naturellement se poursuivrait en même temps que travaillerait la Commission des résolutions. Comme cela, nous aurions quelque chance à 16 h, 16 h 30, d'avoir terminé.
Voilà la proposition que je demande au président de soumettre à la Convention.

Le président - Camarades, vous avez entendu les propositions de Pierre Mauroy. Je les soumets à votre ratification. Pas d'objection ? Bien.
Je demande simplement, étant donné, que notre ordre du jour est très chargé, que les orateurs veuillent bien, en particulier ceux de ce matin, faire un effort de concision de façon à se tenir dans leur temps de parole car il ne faut pas que François Mitterrand commence à parler après midi et demi.

Pierre Mauroy - Il est entendu qu'après discours de François Mitterrand, c'est-à-dire avant l'interruption de midi, tous les orateurs se réuniront pour qu'on puisse organiser le débat de cet après-midi et rester dans notre horaire.

Le président - Gaston Defferre ?

Gaston Defferre - Je voudrais lancer un appel aux orateurs. Nous ne sommes pas tous obligés de parler. Je renonce à la parole, je n'interviendrai pas...

Le président - Tu n'étais pas inscrit ! (rires)

Gaston Defferre - Représentant la première fédération du Parti, j'ai toujours la possibilité de me faire inscrire ; je ne l'ai pas fait volontairement. Je demande qu'un certain nombre de camarades renonce volontairement à la parole pour simplifier le débat.

Le président - Je joins mon observation à celle de Gaston Defferre.

Pierre Mauroy - Mais, président, je voudrais dire à Gaston que les propositions que je fais au nom du Secrétariat permettent de tout concilier. Nous aurons ce matin le débat qui se terminera vers 13 h, ou 13 h 15, nous aurons ensuite une

Coll. Fondation Jean Jaurès

organisation du débat pour cet après-midi et la réunion de la Commission des résolutions. S'il y avait trop d'orateurs, je pense qu'on appliquerait la proportionnelle pour rester dans le cadre des propositions qui sont faites, pour en avoir terminer entre 18 h et 18 h 30.

Dans la salle - C'est trop tard ! 17 h.

Le président - Nous ne pouvons pas passer toute la matinée à savoir comment nous allons essayer de gagner du temps. Sinon, nous l'aurons perdu avant de commencer. Maintenant, je vais donner la parole Georges Sarre, pour quinze minutes.

Georges Sarre

Chers camarades, bonjour. Je ne sais pas quelle nuit vous avez passée, mais j'avais l'avantage et le privilège d'être membre de la Commission qui traitait des questions électorales. Je dois dire tout de suite que nous sommes venus à cette convention avec le souci d'avoir un débat politique au fond, mais aussi avec la préoccupation constante d'agir pour rassembler le Parti et tout au long de cette nuit, j'ai pu constater que la Commission à laquelle j'appartenais était une Commission de la bâche. On a dit : il y a 450 et quelques circonscriptions où il n'y a pas de problèmes. C'est vrai, camarades, mais il y a les autres et j'estime que cela fait beaucoup, que c'est même énorme puisque les travaux de la Commission de cette nuit seront présentés à la Commission des résolutions, je souhaite que certains camarades ne soient pas frappés... car s'il y a effectivement nécessité de préserver les intérêts supérieurs du Parti, je dis que nous le faisons quand nous estimons qu'il n'y a pas deux catégories de candidats Socialistes ou deux espèces de militants. Il n'y a que des militants et des candidats Socialistes unis pour défendre l'orientation votée à Epinay et confirmée par les Congrès suivants.

Je voudrais à cette occasion dire qu'il n'est pas bon de développer entre nous une stratégie de la tension... (mouvements divers)... et je souhaite donc que ce soit sur les questions politiques qu'on puisse aller effectivement au fond des choses.

Pierre Bérégovoy, tout à l'heure, dans son rapport, demandait quand la minorité du Parti Socialiste a rendu public son document quelles étaient ses motivations profondes ? Tactique, souci de se distinguer, jouer un rôle intermédiaire entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste ? Je dis tout de suite que nous n'avons jamais voulu nous distinguer en toute circonstance à tout prix, ce n'est pas notre préoccupation première. Souci tactique, à l'occasion d'un voyage à l'étranger, je disais à François Mitterrand : nous n'avons aucune préoccupation tactique. Nous estimons que, dans la période actuelle, il est nécessaire d'être ensemble, de sauver l'union de la Gauche et le programme commun de gouvernement, et pourquoi aurions-nous des préoccupations tactiques après mars 1978 ? Alors, camarades, quel que soit le résultat, est-ce que vous pensez sincèrement vraiment que les choses seront après comme maintenant ? Vous savez très bien

Fondation Jean Jaurès

que s'il y a victoire, eh bien ! il faudra tout faire pour réussir et vous savez très bien que si, par malheur, la Droite était reconduite au pouvoir, il y aurait redistribution des cartes, re-discussion entre nous à l'intérieur des sections, des fédérations et du Parti. Alors, aujourd'hui, est-ce que vous allez nous faire l'injure de croire que ce sont des préoccupations subalternes qui nous animent ?

Il y a quelques mois, chers camarades, nous étions triomphants. Les élections cantonales, les élections municipales ouvraient à la Gauche une voie royale. Rien ne semblait pouvoir empêcher sa victoire, notre victoire aux élections législatives. La rupture du 22 septembre a éclaté comme un coup de tonnerre, mais le ciel était-il sans nuages ?

Nous avons été d'accord, et Pierre Bérégovoy avait raison de le rappeler tout à l'heure, pour considérer avec le Parti tout entier que c'est le Parti Communiste Français qui, dans le cours de la négociation, a voulu la rupture. Ne cherchons là ni la main de Moscou, ni un changement de stratégie dont on ne voit pas d'ailleurs comment elle pourrait se concrétiser sans l'impossible écrasement du Parti Socialiste. Le Parti Communiste ne rêve pas au point de croire que cela soit à sa portée. C'est sans doute à des intérêts plus immédiats que le Parti Communiste a pensé, et comment ne pas voir que c'est le souci de rééquilibrer la Gauche à son profit qui inspire la campagne scandaleuse menée aujourd'hui contre nous ? Ce qui motive le Parti Communiste Français, c'est l'enjeu du premier tour aux élections législatives. Ce faisant, il met en danger les chances de la Gauche tout entière et apporte au pouvoir en place les perspectives d'un salut auquel beaucoup d'entre eux avaient cessé de croire.

Telle est la responsabilité qu'a prise le Parti Communiste Français, mais s'il a pu prendre une telle responsabilité, c'est que le contexte politique dans lequel nous nous trouvions ne le lui interdisait pas. L'union de la Gauche n'avait pas été suffisamment développée, approfondie, pour qu'une telle rupture ne devienne pas impossible, en tout cas très difficile. Nous n'avons pas suffisamment préparé la prise de contrôle par les travailleurs. Cela supposait une implantation effective des Socialistes dans les entreprises. Cela supposait que l'action commune, la concertation à la base, soient franchement mises en oeuvre, le Parti Communiste Français ne l'a pas voulu, mais nous-mêmes, avons-nous consenti pour cela l'effort indispensable ? Si notre Parti avait été mieux organisé dans les entreprises, le Parti Communiste Français aurait eu malgré tout la tentation de chercher là le terrain privilégié où porter les attaques, mais eut-il pu agir avec autant à nationaliser ?

Ne revenons pas sur le passé, mais essayons d'avoir conscience qu'à l'avenir, l'union de la Gauche ne pourra plus se borner à des accords au sommet. Elle devra mettre en mouvement et faire participer tous les militants et au-delà tous les intéressés pour ceux qui se reconnaissent dans la Gauche.

Pourquoi sommes-nous réunis ? Quitus bien sûr, élections, désignation des candidats, sans doute. Il y a eu un rapport politique comme l'a voulu le Comité directeur unanime. Il s'agit donc à cette occasion de réaffirmer pour nous la ligne de notre Parti et d'apporter la démonstration que la crise de l'union de la Gauche, ni l'agression du Parti Communiste, ni les quelques sirènes des

formations de la Droite ne nous feront changer de cap. Il faut aussi que les décisions que nous allons prendre aujourd'hui apportent, et c'est là l'essentiel, une contribution effective au déblocage de la situation. Nous sommes sûrs de notre bon droit. Le Parti Communiste Français lui-même convainc difficilement ses propres militants et fort peu l'ensemble des travailleurs du bien fondé de ses positions et de la prétendue trahison du P.S. Il suffit de voir ce qui s'est passés, par exemple, au sein de la C.G.T. dont la Direction confédérale a dû prendre quelque distance avec les positions du Parti Communiste Français, ce à quoi d'ailleurs la fermeté de nos camarades au sein de cette centrale n'est pas étranger, mais les travailleurs n'attendent pas seulement du Parti Socialiste qu'il ait raison et qu'il campe sur ses positions ; en disant cela, je pense à tous ceux qui, depuis plusieurs semaines, attendent avec angoisse mais espèrent encore. Il y a celui qui se trouve trop âgé pour attendre encore vingt ans.
Il y a celui qui a 20 ans et qui n'a pas d'emploi, et qui ne veut pas non plus attendre vingt ans.
Il y a enfin tous ceux qui n'en peuvent plus et qui n'en veulent plus, qui souhaitent que cela change.
Tous ceux-là ne nous demandent pas si nous avons raison, ils attendent que nous prenions des initiatives hardies pour débloquer la situation. En campant sur place, nous pouvons bien avoir raison, mais si l'union de la Gauche, camarades, n'était pas relancée tôt ou tard, nous finirions par avoir tort avec nos partenaires !
Seule l'union de la Gauche, et nous en sommes tous convaincus, est une voie praticable, parce qu'elle est nouvelle. Toute l'histoire de la Gauche montre que le Parti Communiste Français, sans le Parti Socialiste, s'enferme dans son ghetto, développe des tendances sectaires, sert mal la cause des travailleurs ; parallèlement, et après un certain temps et des discussions, des débats sur le ministérialisme ou la participation, le Parti Socialiste, le PS, quel que soit son sigle, hésite, se divise et s'affaiblit, camarades, ceci indépendamment des options politiques affirmées par les Congrès, affichées par le Parti pendant les campagnes électorales.
Est-il bon de le souligner, nous ne suspectons pas un instant la volonté politique des hommes qui dirigent aujourd'hui le Parti. Mais, comment ne pas voir que la transformation que nous préconisons pour la politique du programme commun n'a de chance d'être menée à bien que si elle est portée par un grand mouvement de confiance, d'adhésion, d'enthousiasme politique ? A trois, c'est exaltant, mais difficile. Tout seuls, comment réussir ?
Nous ne nous résignons pas, nous ne sommes pas fascinés par l'échec. La fausse logique dans laquelle la Droite et le Parti Communiste Français veulent nous enfermer doit être brisée. C'est l'occasion aujourd'hui.
Il y a, certes, ce que le P.C.F. a décidé de faire ou de ne pas faire. Il y a ce que nous devons entreprendre pour conduire le Parti Communiste là où, depuis plusieurs semaines, il semble ne plus vouloir aller. Il ne serait pas raisonnable de prétendre résoudre des problèmes de fond en niant leur existence ou en les réduisant à des questions de méthode. Même avec les meilleures intentions du

Fondation Jean-Jaurès

monde, on ne prend pas un accord politique, un accord fondamental, sur des malentendus.
Nos propositions, camarades, n'ont d'autre objet que d'aider la Convention, donc le Parti, à mener à fond une discussion dont nous reconnaissons tous la nécessité, pour nous retrouver - nous l'espérons - unanimes sur la résolution finale.
Comment y réussir ? Il ne s'agit pas, cher Gaston Defferre, d'avancer des demis, des quarts ou des 3/4 de concessions... Tel n'est pas notre propos. Mais nous savons que la meilleure façon de faire bouger le Parti Communiste Français n'est pas de rester aveugle et immobile.
Nous sommes d'accord, nous l'avons déjà dit le 8 octobre, pour ne pas présenter, au stade actuel, des propositions nouvelles. Celles qui ont été formulées au dernier temps de la négociation auraient dû suffire à donner les bases d'un bon accord. Mais ces propositions, conçues en des termes généraux, ont besoin d'être précisées, explicitées sur de nombreux points.
Par exemple, le Parti Socialiste a déclaré qu'en plus des groupes dont la nationalisation est prévue par le programme commun de gouvernement, il nationaliserait certaines de leurs filiales - je cite - représentant un élément nécessaire à la mise en oeuvre de la stratégie industrielle et ayant un caractère de monopole ou de service public.
Nous disons tranquillement : les Français doivent savoir aujourd'hui ce que le Parti Socialiste entend par-là.
Nous avons, minorité, établi une liste des filiales des groupes qui, selon nous, correspondent à ces critères. Nous la soumettons à la Convention nationale pour qu'elle se prononce sur ce point. Il ne s'agit pas ici de faire une demi-concession au P.C.F, mais simplement d'expliquer, d'éclairer une position qui a déjà été prise par notre Parti, avant l'interruption des négociations. Ce faisant, nous enlevons au Parti Communiste Français, à défaut d'argument, un prétexte à l'un de ses thèmes favoris.
C'est aussi la bonne méthode pour mettre notre partenaire au pied du mur et lever le voile sur ses motivations profondes.
Sur la sidérurgie, il nous faut préciser aussi notre attitude, sans nous écarter sensiblement de ce qui a été présenté par le Parti. Nous proposons une simple novation, et encore, sur un point relativement secondaire.
En dehors, chers camarades, des nationalisations, il y a un autre angle d'attaque favori du Parti Communiste sur lequel ne doit subsister aucune équivoque, c'est celui du relèvement du pouvoir d'achat. Il y a cette prétention schématique, donc malhonnête, du Parti Communiste : le SMIC à 2400 F. avec le Parti Communiste, le SMIC à 2200 F. avec le Parti Socialiste.
Dans un dilemme ainsi formulé, qui ne préférerait sans doute la première solution ?
Il est nécessaire d'expliquer que ce qui importe, ce n'est pas une surenchère sur les chiffres nominaux, mais un relèvement effectif du pouvoir d'achat dans le cadre d'une politique économique capable d'éviter le dérapage inflationniste.
Nos propositions programmatiques ne prétendent pas à la nouveauté. Elles

Fondation Jean Jaurès

permettent de changer les données du problème et de passer à l'offensive.
En dehors - et je dois le souligner également - de ces propositions, nous proposons trois autres idées de notre texte.
La première : que le Parti se déclare prêt - et Bérégovoy nous a donné satisfaction tout à l'heure - à reprendre les discussions sans délai, sans préalable, et j'ajoute - cela ne devrait pas faire de difficulté entre nous - sous quelque forme que ce soit... (mouvements divers)...
Une deuxième idée est que les travaux entrepris de longue date pour préciser certaines de nos positions devront être poursuivis dans le cadre des orientations du programme commun, pour l'éclairer et non pour l'infléchir.
C'est une idée importante. Prenons l'exemple de la décentralisation ; cet objectif fondamental, cette idée-force doit s'inscrire dans la perspective de notre stratégie d'ensemble, aller de pair avec le développement du pouvoir des travailleurs, sous peine d'être récupéré par l'idéologie dominante.
Une troisième idée guide notre ligne de conduite. Je disais tout à l'heure : l'heure est à l'audace et aux propositions, et nous pensons notamment qu'il doit y avoir, à l'initiative de notre Parti, une mobilisation et une action virulentes pour dénoncer la politique de la majorité, la politique de la Droite.
Vous le savez bien, M. Barre fait acte de comédien, il a un rôle, celui du père noble qui ne se soucie pas des questions électorales. Sa recette électorale consiste à jouer ce rôle. En s'en prenant aux détaillants, clientèle réelle ou supposée de la majorité, il se conforme à ce personnage et le fait à d'autant moins de frais que les prix qu'il prétend aujourd'hui freiner, c'est bien lui qui les a laissé monter ! Mais la comédie est double, car il s'agit aussi, en prenant spectaculairement un bouc émissaire, de faire tenir tranquilles les travailleurs qui continuent à supporter l'essentiel de la crise. Il faut, pour cela, leur faire croire qu'on se préoccupe sérieusement de leur pouvoir d'achat.
Voici un économiste dont l'économie échoue sur toute la ligne.
Il faut donc adapter nos slogans pour passer à l'action. Il faut aussi un effort spectaculaire en faveur du secteur entreprises et, en particulier, que les dirigeants du Parti, les parlementaires, pendant une période où il est nécessaire d'être présent et actif sur le terrain des luttes, à travers un plan d'action puissent montrer notre volonté de défendre les travailleurs, mais aussi de nous expliquer devant nos partenaires...

Dans la salle - Conclusion !

Georges Sarre - … Nous disons qu'il faut développer le courant unitaire et c'est pourquoi nous avons eu l'idée de lancer les comités d'action et d'union pour soutenir le programme commun et l'union de la Gauche à la base. Il faut aller planter le drapeau du Parti avec des objectifs réaffirmés, des propositions nouvelles, répondre à l'attente de millions de travailleurs qui ne se reconnaissent ni dans le Parti Socialiste ni dans le Parti Communiste.
Et nous dirons, pour conclure...

Dans la salle - Ah !

Georges Sarre - … qui n'avance pas, camarades, recule ! (quelques rires et applaudissements)
Vous pouvez sourire ! Je pense que la situation est suffisamment grave et préoccupante pour que cette Convention examine effectivement les moyens de reprendre ce qui a été arrêté la dernière nuit de l'été et qu'en particulier le Parti d'Epinay ne périsse pas, ne meure pas par accident, sous la pression de nos partenaires.
C'est à nous de redresser la situation, c'est à nous de dire que les Socialistes réunis aujourd'hui en Convention - et c'était cela, camarades, notre préoccupation essentielle, nous souhaitions un Congrès extraordinaire, nous voulions créer l'événement politique - sont capables de se dépasser et de faire en sorte que, rassemblée, unie à l'intérieur, pour rassembler à l'extérieur, la Gauche, en mars 1978, soit victorieuse pour appliquer le programme commun.
Ne l'oubliez pas, camarades, c'est cela l'enjeu !
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Jean Poperen, je vais à nouveau faire appel aux orateurs pour qu'ils veuillent bien respecter leur temps de parole. Georges Sarre m'avait demandé 15 minutes, qui lui avaient été accordées ; il a parlé 25 minutes !... (protestations)... Il est évident que si nous continuons sur cette lancée, nous ne pourrons pas tenir notre Convention très sérieusement.
Jean Poperen, tu as la parole.

Jean Poperen

Chers camarades, vous avez entendu l'importante proposition qu'au terme de son rapport Pierre Bérégovoy a faite au nom du secrétariat du Parti et dont il a demandé, bien sûr, que la Convention se saisisse et fasse un acte politique essentiel.
A notre avis, c'est un des moyens pour gagner, pour gagner contre la Droite au pouvoir, et je voudrais, au début de cette intervention, insister en effet sur toutes les possibilités qui sont les nôtres, qui sont celles de la Gauche de gagner.
Je suis pour ma part frappé et un peu inquiet de voir qu'au-delà de la grande activité que le Parti a développée depuis des semaines, de la combativité qu'il a montrée ici et là, on a l'air de penser, ce qui me parait plus grave, on se laisse aller à dire, que finalement maintenant nous aurions bien peu de chances.
Mes chers camarades, je pense d'abord qu'il ne serait pas bon de nourrir ce thème dans l'opinion, vous m'accorderez que ce n'est pas un bon thème de propagande et de mobilisation… (applaudissements)... Mais en plus j'ajoute que cela ne me parait pas correspondre à la réalité politique du moment... (applaudissements)... d'abord, parce que ceux d'en face sont plus que jamais au cœur de leurs difficultés de crise, Barre a avoué voilà 46 h. l'échec de ce qui était son fameux plan, du moins des objectifs qu'il prétendait lui prêter, notamment en ce qui concerne la baisse des prix, et, croyez-le, c'est là-dessus

Fondation Jean Jaurès

que la masse des Français des gens à qui nous nous adressons, ont l'attention portée, parce que c'est leur vie quotidienne et parmi les militants qui sont là, les nombreux élus, qui peut douter qu'à l'heure actuelle, tous les gens que nous rencontrons chaque jour sur les marchés, dans nos permanences, dans les immeubles, etc. ont cela comme essentielle préoccupation, comme essentielle angoisse : comment atteindre la fin de mois avec moins de 2000 F par mois ? Comment faire face à une situation désastreuse pour les travailleurs ? Voilà le cœur du problème !
(applaudissements)
A partir de là, croyez-le bien, nous devons et nous menons d'ailleurs la bataille.
Mais la deuxième raison de notre optimisme, c'est que s'il est vrai que la dynamique unitaire a été atteinte, naturellement il serait peu sérieux de le nier, les possibilités que nous avons, nous, Socialistes, de lui donner à nouveau l'élan, existent, à condition que nous restions sur notre ligne, nous l'avons mis ici et croyez bien que ce n'est pas par hasard, nous avons repris la formule par laquelle voici quelques semaines, le Premier secrétaire du Parti disait : le Parti Socialiste, quoi qu'il arrive, quelle que soit l'ampleur des vagues, ne changera pas de route, il ne bougera pas d'un pouce.
C'est cela notre règle et les propositions faites aujourd'hui par Pierre Bérégovoy au nom du Secrétariat, c'est cela qu'elles expriment au moment actuel de la bataille.
Premièrement, l'idée de reprendre, et en fixant des délais brefs, parce qu'en effet cela n'a que trop duré, on s'est trop perdu dans l'accessoire, l'idée de reprendre la négociation, la discussion. Il faut que de ce point de vue les choses soient claires, car nous savons bien, des camarades me le disaient encore hier, même si à l'heure actuelle la plus grande partie des gens de gauche sent que les responsabilités évidemment ne sont pas de notre côté, il y a encore ce sentiment parfois répandu, on nous renvoie dos à dos en disant : finalement, mettez-vous d'accord !
Nous, nous disons : il faut se retrouver et discuter. Alors nous allons voir la réponse qui va être donnée à cette proposition.
En second lieu, les élections... il parait que nous en parlons trop. Eh bien, soit, n'en parlons plus, pour nous ce n'est pas en effet objet de débat, de discussion, de négociation, pas besoin de réunir un Congrès, ni même un Comité directeur, notre règle, il n'y en a qu'une, mais nous nous le disons clairement et dès maintenant, ce sera au second tour et sans conditions le désistement à gauche. Nous, nous le disons ! (applaudissements)
Si nous parvenons, comme je crois que nous y parviendrons, à faire une majorité de gauche, ce sera évidemment, et cela aussi nous le disons, nous, dès maintenant et cela non plus n'est pas objet du débat, pour proposer aux autres formations de gauche de former le gouvernement avec nous.
Tout cela est parfaitement clair et, en effet, il n'y a plus besoin d'en débattre, c'est parfaitement clair en ce qui nous concerne.
Alors, pour que tout cela avance, eh bien, oui, il y a une condition importante et au moins quant aux considérations générales je rejoindrai là-dessus notre

Fondation Jean Jaurès

camarade Sarre, il a dit : soyons unis pour défendre une orientation, et c'est bien vrai que dans les semaines qui viennent de s'écouler, dans les réunions que nous avons faites, je l'ai éprouvé pour ma part, et je crois que nous l'avons tous éprouvé, un de nos grands arguments - et combien il est important, combien il est convaincant - c'est que, contrairement à l'espérance de nos adversaires, et peut-être de nos partenaires, le Parti Socialiste s'est montré cohérent dans la bataille, il a tenu sous les coups et il a apporté, notamment à l'occasion du Comité directeur, une réponse unanime au problème du moment et cela c'est un atout considérable.

C'est bien pourquoi nous avons été durement secoués, et je voudrais le dire à nos camarades responsables dirigeants nationaux du courant II, et nous disions même quelques uns l'autre jour peut-être plus durement encore que le 22 septembre, parce que le 22 septembre, mon Dieu, c'était l'épreuve avec nos partenaires de la Gauche, mais par ce qui s'est passé cette semaine.

Comment ! Au moment où nous menons une bataille combien difficile et combien difficile pour que l'union sorte de ses difficultés présentes et reparte de l'avant, comment à ce moment-là, étaler avant notre débat d'aujourd'hui - naturellement chacun doit venir dire ce qu'il a à proposer - dans la presse tout au long d'une journée sur les ondes, sur pratiquement toutes les ondes de ce pays, le fait qu'il pouvait y avoir deux positions et bien entendu cela a été exploité, comment pourrions nous en être étonnés, c'est la règle, par nos adversaires, par le pouvoir, le fait qu'il y aurait presque dans cette bataille deux partis Socialistes ou deux conceptions de la bataille.

Non, je vous le dis, chers camarades, vraiment là vous n'avez pas appliqué ce que vient de dire Sarre : être unis pour défendre une orientation qui soit celle du Parti... (vifs applaudissements)

Alors, faut-il comprendre qu'il y aurait vraiment quant au fond un désaccord important ? Eh oui ! la question est tout de même un peu posée quand j'entends encore discuter comme tout à l'heure sur toute une série de détails du contenu de la négociation, non pas que ce soit sans importance et si elle reprend, il faudra bien en discuter, mais à chaque jour suffit sa peine, aujourd'hui est-ce de cela dont il est question ? Aujourd'hui, il s'agit de savoir si avec l'appui de l'immense majorité des gens de Gauche, nous imposerons au Parti Communiste la reprise de la discussion. (applaudissements). C'est cela, la seule question. Alors, ne nous trompons pas de moment et soyons ensemble pour porter cet effort et le porter dès maintenant. Cela veut dire déployer, en effet, vraiment dans tout le pays un immense effort de rassemblement de nos forces.

Je voudrais, en terminant et après avoir donné mon point de vue de militant, de membre du Secrétariat dans ce débat donner quelques indications au titre de mes responsabilités de Secrétaire à la communication, en accord avec tout ce qui a été décidé par le Secrétariat du Parti.

Je voudrais dire d'abord, et sans hausser le ton et sans vouloir dresser des communiqués de victoire, qu'une des choses les plus remarquables depuis deux mois, c'est l'intensité de notre mobilisation militante.

J'ai dit tout à l'heure : n'ayons pas le complexe de la défaite. Je dis aussi

n’ayons pas non plus le complexe de l’infériorité.
Moi, je vous dis, sur la base de l’expérience qui nous vient de nos nombreuses fédérations et de la mienne propre, que, dans beaucoup de cas, je dirai dans la majorité des cas, nous faisons, jeu égal, au moins jeu égal, avec nos partenaires sur le terrain. Je pourrais vous citer toute une série de localités, de grandes villes ou de banlieues de grandes villes où il y a n’est-ce pas Hernu, nous le savons bien dans le Rhône, autant de militants sur les marchés le samedi matin de militants Socialistes et souvent plus que de militants des autres Partis, et notamment Communiste.
Alors qu’est-ce que cela veut dire que de tomber dans ce qui est à l’évidence un des thèmes de la Droite, la formidable mobilisation du Parti Communiste et un parti Socialiste qui trottinerait tout maigrichon à son côté. Ce n’est pas du tout cela. La vérité c’est que nous sommes devenus une force militante, que nous sommes sur le terrain, et quand j’entends Sarre dire : « faisons plus dans les entreprises », va t-on répéter cela jusqu’à la fin des temps ? Nous sommes tous d’accord pour cela et je dis que nous faisons beaucoup, que nous sommes beaucoup à avoir tenu de nombreuses réunions avec les camarades des entreprises, à leur expliquer nos positions, à leur diffuser des tracts, il y en a eu des millions.
Je peux aussi vous citer de nombreuses localités où nous tenons les murs, et nous les tenons mieux que d’autres, et où à l’heure actuelle c’est le matériel du Parti Socialiste les moyens d’expression du Parti qui apparaissent.
Je ne les détaille pas, vous avez dans les chemises ce matériel ; naturellement, nous en préparons d’autres, mais il y a déjà tout cela.
Nous préparons en même temps et elle devrait être prête vers le 25 de ce mois, une exposition sur les grands thèmes qui sont ceux du Parti Socialiste, du programme de la Gauche et naturellement avec l’accent, avec l’infléchissement propre aux idées du Parti Socialiste. Ce sera l’exposition sur ce que la Gauche fera demain.

Le président - Conclus, s’il te plait.

Jean Poperen - Nous avons, parallèlement, la campagne des grands meetings dont l’un des moments importants, et d’autres vont suivre, sera celui de Lyon, après-demain, avec François Mitterrand, que nous avons conçu, non seulement comme meeting régional, mais comme devant avoir une portée nationale.
Nous allons avoir enfin et j’abrège, à partir de la proposition qui vous a été faite tout à l’heure, et pour appuyer cette idée qu’il faut sans délai reprendre la négociation, une campagne appuyée sur une carte postale adressée au 1er secrétaire du Parti Socialiste et disant en substance : "oui, j’approuve votre initiative pour l’union, pour l’application du programme commun".
Ce sont des centaines de milliers de signatures que nous devrons avoir en quelques semaines. Ce doit être, avec l’appui de l’ensemble des travailleurs, un grand acte politique.
Mes chers camarades, on disait : il ne faut pas que le Parti Socialiste meurt, moi

je vous dis que cette question ne se pose pas pour moi, c'est un parti vigoureux, qui fera gagner l'union de la Gauche.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, peut-on encore sauver le programme commun ? Peut-il y avoir encore un accord d'union de la Gauche pour les prochaines élections législatives ? Telle est la question qui vous est posée, il n'y en a pas d'autre. Je remercie à cet égard Poperen de la dramatisation imprévue, ou trop bien prévue, de son intervention quant à la publication de nos propositions. La critique de forme dissimule toujours la critique de fond et c'est une vieille technique que nous commençons à bien connaître qui consiste à occulter le véritable débat, le débat politique derrière ces artifices de procédure. On parlait déjà des comportements... (murmures).

Le président - Je vous demande de garder votre calme, Chevènement a seul la parole.

Jean-Pierre Chevènement - ...on parlait déjà du comportement, du 3 pièces-cuisine à Nantes ; aujourd'hui, c'est un article paru dans Le Monde, un article sur des propositions qui auraient été remises 3 semaines auparavant alors que les propositions que la majorité devait nous faire à ce moment-là ne nous avaient pas été remises et qu'aucune discussion politique n'avait eu lieu depuis le Comité directeur du 8 octobre où nous nous étions trouvés unanimes.
Alors, qu'est-ce que cela signifie ?
La vérité, c'est qu'effectivement, pour reprendre l'offensive dans un moment aussi décisif pour ce que nous allons faire et pour ce que sera demain notre avenir, nous avions proposé qu'il y ait un Congrès extraordinaire où nous souhaitions que le Parti apparaisse unanime et nous aurions fait ployer le Parti Communiste (murmures).
Une autre procédure a été choisie. Nous avons voté le texte du Comité directeur du 6 octobre, non sans quelques difficultés, qui n'ont jamais été rapportées, et le contenu des débats de ce Comité directeur est resté à l'intérieur du Comité directeur puisque, pour une fois, le compte rendu officieux n'en a pas été fait comme c'en est souvent l'habitude.
Nous avons manifesté notre cohésion, c'est notre premier souci, en différentes occasions et, partout où se trouvent nos militants, qu'ils soient à la C.G.T, comme Carassus ou ailleurs, mais nous pensons qu'il y a des responsabilités politiques que des militants doivent être capables de prendre et notre démarche n'a pas d'autre but que de vous rendre sensibles à la responsabilité immense que nous allons prendre aujourd'hui.
La publicité de ce document, c'est vraiment secondaire, croyez-moi… Moi, j'ai appris beaucoup de choses par le presse… le programme commun des Partis

Socialistes de la Communauté européenne, je l'ai appris par l'Humanité, la lettre de François Mitterrand à la presse, je l'ai apprise par Le Matin de Paris... il y a ainsi des documents qui arrivent par des voies qui ne sont pas les voies normales du Parti. Devrais-je dire que le numéro du Poing et la Rose, qui reproduit le texte voté à l'unanimité par le Comité directeur est tombé il y a 3 jours»… Pour ces raisons techniques, sans doute, mais disons que cela ne va pas très vite !

Alors, je crois que le vrai problème, chers camarades, il est politique, il est de savoir comment nous nous déterminons dans ce moment décisif pour l'union de la Gauche, il est de trouver une orientation qui soit vraiment l'orientation du Parti tout entier, comme l'a dit Poperen.

Eh bien, parlons politique et je voudrais vous parler de quelque chose qui est devant nous et que vous devez voir. On en parle trop de la crise, mais la crise c'est une réalité, elle va durer longtemps, elle va devenir plus profonde et plus longue, il y en a pour des années et des années, c'est une crise de tout le système capitaliste mondial, c'est une crise aussi profonde que celle qui a marqué le passage du capitalisme de monopole sauvage au monopolisme d'Etat, c'est une crise qui effectivement nous entraîne vers le capitalisme multinational qui n'a pas encore trouvé ses modes de régulation, ni à travers le F.M.I, ni dans certains pays relais du capitalisme, ni à travers telle ou telle forme d'idéologie comme celle que, par exemple, la nouvelle Administration Carter développe à travers la Commission tri-latérale dont nous ne devons pas oublier que M. Barre, comme M. Carter, était membre.

Cette crise du capitalisme, elle nous emmène vers une nouvelle division internationale du travail, elle coince notre pays sous un talon de fer : d'une part, les industries traditionnelles qui vont émigrés vers les pays à bas salaires ; d'autre part, les industries à forte technologie qui se concentrent dans les métropoles du capitalisme, et nous restons sur le carreau.

Derrière cette crise économique, avec 1 million 1/2, deux millions de chômeurs dans quelques années, et la crise de secteurs entiers qu'on voit venir, comme le bâtiment, les travaux publics, le carton papier, il y a derrière une crise de la démocratie, une crise politique et des affrontements politiques. Ce qui se passe en Pologne ou en Allemagne avec l'affaire Baader-Schlayer n'est que la préfiguration des années qui viennent qui feront que l'Europe ressemblera plus malheureusement à l'Amérique latine qu'à l'Amérique du Nord, ce qui fait qu'économiquement nous connaîtrons des Etats plus proches de celui de l'Argentine que du Japon.

Eh bien, cette crise-là, nous devons voir qu'elle est devant nous, parce qu'il faudra en sortir et c'est parce que c'est une crise politique, une crise du pouvoir à l'échelle mondiale, une crise de l'impérialisme que nous ne devons pas broncher devant l'obstacle. Nous ne l'éviterons pas plus que nos anciens au temps du Front populaire n'ont évité l'affrontement avec le fascisme. Nous ne l'éviterons pas plus que les Socialistes de l'après-guerre n'ont évité d'avoir à régler comme ils l'ont pu las problèmes de la décolonisation.

Ce sont des réalités. Elles sont inscrites dans notre avenir et nous savons bien que pour affronter ces immenses problèmes, il n'y a pas d'autre perspective que

l'union de la Gauche sur la base d'un programme commun qui permet effectivement de mettre en cause la logique du système et qui ne soit pas simplement un programme d'aménagement du système et il pourrait l'être avec le Parti Communiste qui fournit une base ouvrière que le Parti Socialiste est encore loin d'avoir.
Mais, ce n'est pas cela que nous voulons faire, ce n'est pas cela que nous avons dit à Epinay ; nous avons dit la stratégie du but et nous pensons avoir de bonnes raisons de continuer et des raisons sans cesse meilleures. La solution, c'est le programme commun, c'est notre combat.
Et je voudrais revenir sur les causes de la rupture. Sarre a déjà dit ce qui nous parait ne pas être une véritable cause. Le vrai problème, c'est à travers le rééquilibrage du pouvoir, un problème de passage du pouvoir dans les sociétés nationales, au gouvernement, au niveau de la décision politique, et c'est plus profondément le sentiment que le Parti Communiste a sans doute que le rapport de force global, pour les fins qu'il se donne, ne lui est pas favorable.
Rappelez-vous le rapport de Georges Marchais au Comité central, en 1972. Il y a un long passage. Est-ce qu'il y a des facteurs favorables, est-ce qu'il y a des facteurs défavorables? Il les analyse et il dit : "Il faut y aller". Nous pouvons considérer que c'est aujourd'hui le même raisonnement, parce que les structures mentales n'évoluent jamais vite dans ce qui est fait par les dirigeants du Parti Communiste.
De ce point de vue, je crois qu'on ne peut pas dire des choses comme : "Le Parti Communiste avait choisi de rompre depuis déjà longtemps". D'ailleurs, je l'ai relevé dans l'article de Bérégovoy dans "Le poing et la rose", où il dit que dès la fin du mois de juillet le Parti Communiste n'avait pas pris sa décision. Je le pense aussi, je peux me tromper, nous les connaissons mal, on peut se tromper, mais j'ai l'intuition que le Parti Communiste n'avait pas pris sa décision, et j'avais l'intuition, début septembre, que les décisions n'étaient pas prises non plus, et c'est une des raisons pour lesquelles nous avions quelques divergences au sein du Comité directeur, et vous n'auriez rien su si d'autres informations ne vous avaient pas été données par ailleurs.
Il y a une logique de la division, il faut l'avoir, et Pierre Mauroy, toujours dans « le Poing et la Rose », dit très bien que nous ne devons pas nous laisser enfermer dans le jeu des indulgences, les jeux des critiques réciproques. Et je pense qu'à cet égard un certain nombre de nos dirigeants, comme certains dirigeants des Radicaux de Gauche - je pense à tous ceux qui développent les thèmes classiques de la Droite sur la bureaucratie, la centralisation - ne font pas ce qu'ils devraient, compte tenu de la décision qui était celle du Parti unanime, le 8 octobre. Car nous ne devons pas alimenter la querelle, et quand on dit : « Il est criminel de la part du Parti Communiste d'avoir brisé l'espérance de voir la Gauche triompher en mars », je pense qu'on jette du bois dans le feu de la discorde, et nous devons être attentifs à ne pas le faire. Car il y a une conjonction que vous connaissez bien, que nous avons dite et répétée depuis des années : c'est qu'au fond, s'il y a une minorité et une majorité dans ce Parti, c'est parce que nous n'avons pas la même approche de l'unité. Nous disions

qu'il y a une conjonction de tous les conservatismes, que si nous n'avançons pas et ne faisons pas de propositions nouvelles, nous encourageons, au Parti Communiste, les tendances les plus rétrogrades, les plus sectaires, et que par conséquent c'est dans la mesure où le Parti Socialiste est vraiment Socialiste qu'on oblige le Parti Communiste à bouger.
C'est là le fond de la discorde de Pau, que nous avions résolue à Dijon d'ailleurs, c'est cela le fond de la discorde de Nantes. Et il me semble que cette logique de la division dans laquelle nous sommes entrés, malgré nous. Car rien ne nous fera changer de route, disions-nous. Nous savons fort bien que les gens qui ont fait le Front Populaire n'ont pas changé de route, et un jour, pourtant, ils ont voté les accords de Munich et les pleins pouvoirs à Pétain dans leur majorité… (protestations dans la salle)… parce qu'en politique on ne fait pas ce qu'on veut… (applaudissements)

Le président - Camarades, je vous demande de bien vouloir garder votre sang-froid, nous sommes ici dans une enceinte où la discussion est libre et organisée.

Jean-Pierre Chevènement - ... Ils n'étaient ni meilleurs, ni pire que nous. En politique on ne fait pas ce qu'on veut. Il y a une logique des rapports de forces, et le problème que nous devons nous poser est de savoir comment, sous les coups des attaques du Parti Communiste et les appels du pied que nous font un certain nombre de gens de la Droite, avec un certain nombre de déclarations qui ne sont pas toujours peut-être correctement posées, nous pouvons empêcher que se développe un courant qui nous entraînera, malgré nous - car je ne fais de grief à personne ici, à aucun dirigeant du Parti, de vouloir aller dans une autre direction que celle de l'union de la Gauche, je pense qu'effectivement tous les dirigeants du Parti, sans exception, souhaitent effectivement que ce soit l'union de la Gauche qui l'emporte - mais il ne suffit pas de le dire, parce que, pas plus que pour les soldats d'opérette qui disent : « Marchons, marchons », cela ne suffit pas pour les faire avancer quand ils font du sur place, de la même manière, si nous ne disons « Rien ne nous fait changer de route », mais nous ne prenons pas garde au courant qui nous entraîne, qui nous entraînerait immanquablement à la suite des coups donnés et reçus, nous irons là où nous ne voulons pas aller, c'est-à-dire que nous nous trouverons ramenés à une situation que nous avons bien connue sous la 4ème République, où la division de la Gauche a fait le jeu de la Droite. Et si nous avons 200 députés, majoritaires de gauche ou pas, dans quelle situation serons-nous s'il n'y a pas d'accord politique avec le Parti Communiste?
Tout le monde voit bien que nous serons dans une situation très difficile sur le plan parlementaire, à la merci de Partis autres que le nôtre, le Parti Communiste ou d'autres qui pourront ne pas, par exemple, voter comme nous. Nous serons à la merci d'une dissolution présidentielle, nous aurons à faire front contre Chirac, d'un côté, et puis contre le Parti Communiste et toutes les organisations qui sont dans la mouvance de l'autre.
Ce ne sera pas une situation facile, parce que cette République sera une 4ème

Fondation Jean Jaurès

République sans expansion, sans croissance, avec du chômage, avec du chômage et des problèmes, et peut-être aussi, un jour, avec un 6 février 1934, ce qui nous obligerait alors à refaire un Front populaire.
Eh bien, si nous sommes majoritaires dans ces conditions, si la Gauche est majoritaire dans ces conditions, ce sera très bon, et si nous ne sommes pas majoritaires au Parlement - est-ce que nous le sommes dans le pays - tout le monde voit bien que ce sera une situation instable, provisoire, et en définitive, avec la proportionnelle, que Giscard instaurera, nous nous trouverons dans le cas de figure que j'évoquais.
Voilà la direction où nous allons et nous pensons que nous ne pouvons pas y aller sans rien dire. Et le problème, par conséquent, c'est la signature du programme commun, c'est l'approfondissement de l'union de la Gauche pendant qu'il est temps, et cette crise peut être salutaire et se retourner en notre bénéfice, en notre faveur si nous faisons ce qu'il faut pour cela.
Nous ne croyons pas, Chers camarades, qu'il y a dans le Parti deux cultures, deux logiques politiques, comme le disait Jospin, ou deux politiques, comme le disait François Mitterrand au Congrès de Nantes. Nous avons toujours pensé qu'à partir du moment où on était d'accord sur l'union de la Gauche et le programme commun, le reste devait s'ensuivre naturellement, et qu'il était possible d'avoir une ligne politique commune de tout le Parti, ce qui le dynamiserait et en ferait un facteur d'entraînement pour toute la Gauche et tout notre peuple, et cela est possible encore aujourd'hui.
Trois fois cette année nous avons fait la proposition, en tendant la main aux camarades du courant 1 :
La première fois, le 17 mai, au Comité directeur qui fixait les motions pour le Congrès de Nantes. Nous avons accepté qu'il n'y ait pas de motion du courant 2. Cela nous a été refusé, sans débat.
A Nantes, où nous étions prêts à faire une concession, et les exigences n'étaient pas considérables, elles étaient qu'on continue à se respecter.
Et aujourd'hui encore, je vous le dis, c'est parfaitement possible, si on essaie de dépasser un certain nombre de crispations ou de manière de concevoir le Parti, qui ne correspondent pas à ce que peut être notre Parti à l'heure qu'il est.
La priorité, donc, c'est le programme commun.
Et j'entends les déclarations de Marchais, Fiterman, qui disent : « S'il y a un pas qui est fait sur la sidérurgie, nous traiterons ».
Regardons où nous en sommes. Nous sommes pour la prise de contrôle à 70% des groupes de la sidérurgie, et au bout de deux ans on est prêt à examiner s'il y aura une appropriation totale. Il y aura les 30% privés qui resteront, et c'est la seule concession qu'il y a effectivement dans nos propositions. Car, rappelez-vous les propositions que nous faisions en matière programmatique, c'est de préciser les ouvertures déjà faites, de dire quelles filiales stratégiques, ou de fixer un objectif de rendement pour l'impôt sur le capital, sans changer les propositions du Parti. La seule mini-concession que nous proposions de faire, dans notre texte, qui est sur vos tables, c'est que peut-être on pourrait faire l'impasse sur les 30% de M. Ferry, au bout de 2 ans, parce que le programme

commun vaut bien les 30% de M. Ferry. C'est la seule concession, si tant est qu'on puisse dire qu'il figure dans nos propositions. Il n'y en a pas d'autres. Je vous mets au défi d'en trouver une.
Et dites-vous bien, Chers camarades, que si nous sommes capables de faire une ouverture aujourd'hui, ce n'est pas criminel de dire cela. J'ai là l'interview de François Loncle - il m'arrive rarement de citer un dirigeant d'un Mouvement des Radicaux de Gauche - faite par « Le Matin de Paris », vendredi :
« Faire un pas de plus, lui demande Claude Veil, du « Matin de Paris », ne servirait donc pas ? »
Il répond : « Si c'est pour arriver à une volonté d'aboutir à un compromis voulu par tous, cela mérite réflexion ».
C'est du bon sens, et il n'y a pas lieu de parler de scission, d'exclusion, ou de prendre des otages à la Commission électorale, des candidats qui sont maintenant en passe d'être invalidés parce qu'ils pensent mal. Vraiment, ce n'est pas là un débat démocratique dans un parti démocratique, ce n'est pas possible. De toute façon, vous savez que les otages, il faut être fermes, on les prend, cela ne change rien. Nous ne sommes pas du tout des gens qu'on pourra, de cette manière, intimider, et je crois que ce n'est pas ainsi qu'on peut avoir des rapports corrects, fraternels, dans un parti Socialiste.
Nous pensons qu'il est possible de briser la logique suicidaire qui nous entraîne vers la défaite. Il est possible de briser la logique de désunion. Et je voudrais rappeler nos propositions, qui sont en quatre points.
Il y a des propositions programmatiques qui visent à préciser les ouvertures déjà faites, à donner la liste des filiales stratégiques que nous considérons comme stratégiques, en fonction d'un projet de restructuration intérieure industrielle.
Donc, filiales. Objectifs de rendement de l'impôt sur le capital, faire un petit pas en matière de sidérurgie, et, par ailleurs, définir un peu plus concrètement notre politique économique en matière de reconquête du marché intérieur - mais c'est un thème que Delors développe - et de resserrement de la hiérarchie des revenus ; nous ne sommes pas d'accord pour dire, comme le Parti Communiste, de 1 à 5, mais nous pouvons faire quelques propositions concrètes. Et ces précisions nous mettraient dans une position bien meilleure encore pour lancer l'offensive en direction du Parti Communiste et des masses qui, justement, sont entre lui et nous. C'est possible.
Et c'est pourquoi nous avons fait d'autres propositions :
Comité pour l'union de la Gauche et le programme commun à la base,
Grande campagne d'action, Conférence nationale, entreprises, rencontre avec la G.G.T,
De façon à débloquer cette situation, car, encore une fois, notre objectif n'est pas le deuxième tour, c'est la signature du programme commun, et cela peut permettre d'y arriver, à condition qu'on ne prenne pas un autre chemin à petits pas. Et c'est la raison pour laquelle nous proposons aussi que toutes les orientations nouvelles que le Parti définira dans la période qui vient ne soient pas contradictoires avec celles du programme commun, mais soient destinées à préciser les orientations du programme commun, de façon que le Parti d'Epinay

reste le Parti d'Epinay, que le Parti du programme commun reste effectivement le Parti du programme commun ; qu'il s'agisse de décentralisation, de politique économique, de l'Europe, de nucléaire, ou de tout ce qu'on voudra, restons dans le cadre de ce qui a été négocié avec nos partenaires, parce que nous ne devons pas faire la croix sur cette interruption de négociations, nous sommes persuadés qu'elles peuvent reprendre.
Oui, un accord d'union de la Gauche est encore possible. Non, tous espoirs ne sont pas perdus. Le problème est un problème de volonté politique. La question qui se pose est de savoir si nous sommes prêts à avoir cette volonté tous ensemble. Et cela passe par un accord entre nous, Chers camarades, qui est possible sans grande difficulté, Je le crois.

Le président - Je te demande de bien vouloir conclure, ton temps de parole est épuisé.

Dans l'assemblée - Nous aussi,

Jean-Pierre Chevènement - J'avais demandé une demi-heure.
L'unité du Parti n'est pas en cause, ni non plus notre solidarité, face aux obstacles, aux attaques injustes du Parti Communiste. Sarre l'a déjà dit, je ne m'étendrai pas. Nous vous disons simplement : si nous ne voulions pas aujourd'hui, unis, solidaires, prendre une initiative qui peut encore changer le cours des choses - car on peut encore sauver le programme commun, oui, nous le pensons - cela signifierait simplement que le Parti Socialiste n'aurait pas fait ce qu'il devait. C'est ce que nous pensons et nous ne pensons pas que ce soit du bois jeté au feu que de préciser un certain nombre d'ouvertures car cela anime nos militants dans la lutte qui se passe sur le terrain, et cela annule, et nous le savons, toute une série d'informations qui nous viennent de la C.G.T. ou du Parti Communiste et de bien d'autres endroits encore où, aujourd'hui encore, nous sommes sur le fil du rasoir, et où tout peut changer.
Eh bien, nous regretterions qu'il en soit ainsi, mais cela ne changerait pas notre détermination de combattre pour le Socialisme, pour le Parti, nous referions naturellement nos propositions chaque fois que nous le jugerions opportun et possible, cela vous ne pouvez pas nous en empêcher, c'est notre droit de militants, mais nous continuerions naturellement à défendre les idées du Parti en militants disciplinés, mais notre but, encore une fois, c'est un accord aujourd'hui de tout le Parti. Il ne suffit pas de dire que l'on est pour la reprise des négociations, il faut mettre en mouvement la dynamique populaire.
J'ai dit qu'il fallait donner un coup de barre à gauche ; vous savez quand la route tourne à gauche, et là elle tourne à gauche, il vaut mieux ne pas regarder tout droit, sinon on va dans le précipice. Effectivement, dans une certaine mesure, d'une certaine manière, en précisant l'ouverture, en mettant les masses en mouvement, dans la mesure où nous le pouvons, nous sortons de cet immobilisme qui paraissait justifié au départ mais qui n'est pas valable devant nos militants, et je pense qu'en tant que Secrétaires fédéraux vous le sentez bien.

Fondation Jean-Jaurès

Nous pensons que le problème c'est de donner à notre Parti, et à l'issue de cette Convention, une cohésion, une force dont il éprouve un immense besoin, parce que notre devoir c'est de rassembler et que le rassemblement de la Gauche est le rassemblement des Français. Il commence d'abord à l'intérieur du Parti ; c'est en rassemblant les militants, c'est en rassemblant le Parti que nous préservons toutes les chances d'une grande et belle victoire qui fera que nous affronterons l'obstacle en face sans broncher, qui fera qu'effectivement nous aurons tenu compte de toutes les leçons du passé.
Car, il y a encore une chance, chers camarades, de sauver le programme commun, ne la laissons pas passer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Rocard.

Michel Rocard

Aujourd'hui, 6 novembre 1977, 2000 chômeurs de plus. C'est là le rythme tragique d'une politique de l'échec, de l'échec complet qui s'est caractérisée aussi par un autre rythme : l'étonnante permanence de l'inflation à 10% l'an bien régulièrement, le même rythme qu'au moment de l'élection de M. Giscard d'Estaing comme Président de la République. Un triplement du chômage en quatre ans pour aucun résultat ! Oui, mes camarades, c'est chaque jour plus vrai.
Nous avons un seul problème : comment changer de politique et de régime ; un seul ennemi : la Droite ; un seul objectif : la victoire des forces populaires.
Et il n'est jamais aussi important que de le rappeler lorsque cela peut faire doute ici ou là.
A cette victoire, il faut 2 conditions : un projet commun et l'union. Le projet, nous l'avions, il s'appelle le « programme commun de gouvernement de la Gauche » ; l'union s'était faite autour du Programme et grâce à lui.
Maintenant, le problème est : comment débloquer la situation ?
Georges Sarre, il y a quelques minutes, disait : seule l'union de la Gauche est une voie praticable, parce qu'elle est nouvelle. Oui, là il avait raison. Mais parce que Socialistes nous savons qu'on ne fait pas l'union pour l'union ou seulement pour gagner les élections, on ne peut la faire, on ne veut la faire et elle n'est possible qu'autour d'un projet commun. C'en est la condition, et nous l'avions.
Alors, pourquoi Le Parti Communiste a-t-il rompu l'union, refusant de discuter nos dernières propositions du 22 septembre, nous déclarant la guerre dans sa presse quelques heures avant l'échec effectif des négociations, comme si lui l'avait su d'ailleurs, ce qu'il ne pouvait savoir que s'il l'avait voulu.
On peut discuter à perte de vue sur les raisons de ce choix du Parti Communiste français. Bien sûr, certaines sont à trouver dans le changement du rapport de forces, le prodigieux changement de rapport de forces entre lui et nous, Socialistes, depuis 6 ans. Cela, tout le monde le sait.
Ajoutons aussi sans doute, et je crois que les 10 négociateurs du Parti à la table des négociations ont tous ressenti cela profondément, l'ont vécu dans la dialectique du débat, ajoutons aussi un autre problème : un doute de la part du

Fondation Jean-Jaurès

Parti Communiste sur ce que la victoire de la Gauche dans le cadre du programme commun tel qu'il était en 1972, et si on l'actualisait sur ces bases-là, lui donnerait comme moyen de contrôle de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique. Car, là peut-être est la question centrale.

Je veux en effet maintenir cette formule : il y a eu crime contre l'espérance. Dans notre propre parti, mes camarades, le désarroi est grand ; vous avez tous pu remarquer sur les marchés, vendant l'Unité, qu'il est encore plus grand chez les travailleurs non organisés, chez ceux qui n'avaient que l'espérance portée par nos partis. Car nous, au moins, il nous reste la force du combat, demain, dans nos organisations pour reconstruire l'union ; aux travailleurs isolés, non organisés, il ne reste qu'une espérance brisée et le seul problème, en effet, est de savoir comment tout cela peut repartir.

Je voudrais, pour y réfléchir avec vous, réfléchir un peu sur la logique politique de l'union, ce qu'elle engageait et, par conséquent, ce qui permettra de la relancer.

La logique politique de l'union c'était de mettre fin à 55 ans d'échecs des forces de gauche en France, dus à 55 ans de divisions ; c'était de mettre fin à une situation dans laquelle chacun des 2 grands partis de gauche s'affaiblissait, du fait même de la division.

C'était attirer à la Gauche, par la force de l'union et du projet commun, tous ceux qui veulent le changement sans très bien savoir comment. Les Radicaux de gauche ont été les premiers annonciateurs de cette immense vague qui commençait à se lever dans le pays et que, de jour en jour non seulement les sondages mais la pratique militante et les victoires dans les élections locales, nous annonçaient de toutes parts.

Et puis voilà, nous sommes ramenés plus en arrière. Alors, il faut revenir aux raisons pour lesquelles la division affaiblit et à la logique par laquelle la fin de la division renforce.

Pourquoi la division affaiblissait-elle ? Dans la tradition Socialiste, c'était clair : la tentative constante de l'alliance à droite, l'oubli du véritable enjeu du Socialisme qui est la transformation des rapports de production au sein même de l'entreprise et pas seulement la redistribution sociale, l'union exigeaient de notre part un formidable virage à gauche. Par rapport à un certain héritage discutable, en effet, il a été pris.

Du côté de nos camarades Communistes, la division crée l'isolement et dans l'isolement le sectarisme, la crispation sur un projet politique qui était le leur mais qui s'inspirait plus des réalisations de l'Union soviétique que des conditions concrètes de ce qui se passait en France.

C'est dans cette situation là qu'en 1972, grâce aux choix faits à Epinay, grâce à François Mitterrand, grâce la ténacité du Parti, s'est négocié ce programme commun auquel d'aucuns, moi de l'extérieur, n'ont pas cru tout de suite. J'avais huit ans de S.F.I.O. dans la poche et j'avais des raisons d'avoir quelques doutes… mais quand je suis venu, nous étions une collectivité. C'était fait, en tout cas. Cette logique, c'était la social-démocratisation de notre Parti, une avance politique, mes camarades, parmi les derniers meetings : Perpignan,

Fondation Jean-Jaurès

Montauban, de vieilles mairies qui furent un jour Socialistes, toujours tenues par les mêmes titulaires et qu'on a exclues pour cause de tradition à droite. Oui, il y a eu virage, mais il est pris maintenant, la route est droite, il n'y a plus de virage nouveau nécessaire.
Avancée militante aussi : le quadruplement de nos sections d'entreprise. La percée… (mouvements divers)… mais si… un doute là-dessus ? Pas de doute !… L'avancée théorique également, l'approfondissement constant depuis l'union et, dans sa logique, nos thèses sur l'autogestion précisant le contenu même du projet Socialiste.
Voilà ce qui s'est passé du côté Socialiste et qui est fondamental.
Du côté Communiste, en même temps, l'union était le support de la démarche de la déstalinisation, c'était vrai. Comme nous avons été, souvenez-vous, heureux et chaleureusement fraternels avec nos camarades Communistes quand nous les avons vus d'abord renoncer au Parti unique - tiens, il y avait de la place pour nous ! - accepter l'alternance au suffrage universel, ne plus déclarer (?) des libertés fondamentales, accepter même ensuite de critiquer l'Union soviétique pour le non respect de ses grandes libertés publiques. Cela doit être dur, pour un militant Communiste d'aboutir à la critique de l'Union soviétique !
A ce moment-là, c'est dans la chaleur de l'union que nous étions à leurs côtés dans une des démarches qui rendaient possibles l'union et son approfondissement, et quand enfin avec l'abandon de la dictature du prolétariat ils avaient presque achevé la déstalinisation de leur pensée politique et constitutionnelle, nous nous sommes dit que la voie royale était ouverte, qu'il ne pouvait plus y avoir d'obstacle.
Et puis, voilà la rupture. Alors, pourquoi ? La raison, c'est qu'ils n'acceptent plus un gouvernement commun dans le rapport de force qui est l'actuel, mais il a fallu un complément fournissant plus un prétexte : ce sont les affaires économiques qui l'ont donné. Il faut y réfléchir. Cette bataille sur le SMIC c'est un peu une bataille pas très digne pour la Gauche... cette surenchère à qui est le plus social, quelle signification a-t-elle ? Rappelez-vous l'augmentation des Allocations familiales, de 40% de l'ensemble des pensions et de 15% du SMIC lui-même. Tel est le programme commun actualisé.
Faire encore plus, mes camarades ? Pas possible !
Même une économie à direction Socialiste et bien planifiée - il faudra tout de même deux ou trois ans pour le faire - n'est pas capable d'une telle marche d'escalier d'un seul coup ! Et ils le savent, nos camarades Communistes. Alors, quelle est la logique ? Elle est toute simple.
On peut mettre 150 000 ou 200 000 entreprises en faillite, ce n'est pas grave si le crédit est là pour faire que rien ne soit changé, que ça continue à tourner, sans que la Banque Centrale n'espère voir enlever ses fonds. Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est la logique d'un gouvernement pour l'économie par la Banque centrale. C'est une logique. On la comprend. On comprend qu'ils l'aient, ça a été la leur pendant quarante, cinquante ans ; ce n'était pas celle du programme commun. Cette volonté-là est un dévoiement du programme commun.
Quant aux nationalisations, pourquoi se crisper absurdement sur l'idée qu'il faut

en faire partout, partout où il faut prendre le pouvoir : ce sont les petits Charbonnages, des petits Electricité de France ou des petits Gaz de France… ce n'est pas la S.N.C.F. ou Air France ou Air Inter… et accuser de trahison la classe ouvrière, ceux qui pensent qu'on peut travailler dans le cadre du droit privé ou public et qu'au fond, cela n'a pas d'importance ; ce n'est pas la première fois, dans la Gauche qui se dit de culture marxiste, qu'on voit un débat de juridique financier alors que la seule chose sérieuse est le rapport de force et le pouvoir, y compris dans les filiales auxquelles nous ne renoncerions en rien si nous gardions une forme de société classique.
(Applaudissements)

Le président - Je te demande de conclure, ton temps de parole est terminé.

Michel Rocard - Déjà, hélas !
Il y a une contrainte, c'est qu'il nous faut bien commencer avec le monde extérieur et qu'on ne commerce pas entre état ; la logique, c'est le gouvernement par l'administration centrale.
Alors, puisqu'il me faut conclure un peu plus vite que je ne l'aurais voulu, je dirai, mes camarades, que maintenant nous avons découvert le point de résistance, car il est là. La déstalinisation aidée par l'union, en même temps que notre désocial-démocratisation avait fait un bon bout de chemin. Nous sommes tombés sur un obstacle. On ne l'attendait pas, parce que jamais la pression politique unitaire des travailleurs n'avait pesé sur la pensée économique de nos camarades Communistes. Ceci crée la situation dont nous pouvons sortir. Il faut reprendre la marche en avant.
Une certitude : la volonté unitaire du Parti Socialiste a changé. Un immense allié : la volonté unitaire des travailleurs. Chevènement en parlait comme si tout cela c'était une affaire seulement entre Socialistes et Communistes. Grands dieux, heureusement que le reste, l'immense masse ouvrière et salariale française est là ! C'est elle qui nous rendra l'union. Une condition : prendre les problèmes là où ils sont au fond, sur la réalité de ce qui a fait difficulté. Une chance : maintenant, la pensée économique, en effet restée stalinienne, de nos camarades Communistes est sous le feu de la pression unitaire des travailleurs, et vient à l'appui de notre propre projet Socialiste, non pas parce qu'il est nôtre mais parce qu'il est fédérateur. N'oubliez pas que pour Marx le Socialisme est le dépérissement de l'état, la société d'autodétermination des travailleurs ; n'oubliez jamais qu'à ce projet autogestionnaire qui est le nôtre, des militants Communistes, fussent-ils ceux des conseillers Communistes hongrois, de la Yougoslavie ou du Printemps de Prague, ont apporté sur le plan militant comme sur le plan théorique au moins autant que les militants venus de la tradition Socialiste.
Le projet du Socialisme décentralisé - s'il faut le débaptiser pour éviter toute bataille de paternité, annonçons que nous pouvons le faire - le projet du Socialisme, dans la liberté du Socialisme à visage humain est fédérateur du mouvement ouvrier. Il met l'accent là où est aujourd'hui le blocage sur l'union.

Fondation Jean-Jaurès

Alors, ce n'est pas le moment de céder sur ce qui fait la force et l'originalité de l'adaptation à la société française du programme commun comme première expression négociée de cette volonté Socialiste.
Là est la condition de la reprise de l'union. Les véritables unitaires, mes camarades, ce sont ceux qui savent qu'on ne triche pas avec l'union, que ce à quoi ils touchent est trop fondamental pour qu'on fasse semblant d'ignorer que le désaccord est là.
Oui, mes camarades, nous, Socialistes, rien ne nous fera changer de route car notre route, elle est unitaire !
(Applaudissements)
Le président - La parole est à Nicole Questiaux pour cinq minutes. Ensuite, François Mitterrand.

Nicole Questiaux

Je m'excuse de n'être pas, peut-être à la hauteur de ceux qui m'encadrent mais je vais employer le ton de ceux qui s'intéressent à ce qui va sortir de cette Convention ce soir et de ceux qui sont convaincus que celui qui a raison tout seul et qui ne convainc pas est beaucoup plus nuisible qu'utile.
Je fais partie de ceux qui pensent que nous aurons un programme commun et qu'il en sera ainsi parce que ni nous ni les Communistes ne pouvons en faire autrement, que ni eux ni nous n'avons de stratégie de rechange ni même de désir de stratégie de rechange.
Mais où en sommes-nous ? Nous sommes dans une négociation interrompue et cette interruption est dommageable pour la Gauche.
Alors, ce soir, il s'agit uniquement de savoir ce que cette convention, qui n'est qu'un petit pas dans tous ceux qu'il y a à faire, peut faire d'utile dans cette situation.
Ce qui m'intéresse, c'est ce que nous faisons, nous Socialistes ; les autres, cela ne m'intéresse pas.
Nous Socialistes, avons-nous de bonnes positions ? Premier point. Et, deuxièmement, est-ce que nous les utilisons bien ?
Avons-nous de bonnes positions ? Je pose la question à tous nos camarades. Nos positions du Comité directeur du 6 octobre sont-elles bonnes ? Je crois que oui. Bonnes parce qu'elles étaient unanimes ; bonnes d'autre part parce qu'elles faisaient large part au constat d'accord, et surtout bonnes parce que sur le point litigieux des nationalisations, elles inauguraient une méthode de discussion qui me paraissait constructive.
Si l'on combine ce que nous proposions en ce qui concerne les nationalisations, nous offrons la possibilité de toute une discussion très riche sur un statut mixte qui était justement l'avantage, dans cette situation, de ne pas dire à l'avance quelles seront les positions-limites des uns et des autres, mais d'être justement ce qui permet de s'expliquer plus clairement entre nous et nos partenaires sur ce que nous cherchons exactement autour d'une notion qui nous est commune : celle du seuil de nationalisation.
Donc je dis qu'elles sont bonnes et le moins qu'on pourrait nous demander,

Fondation Jean Jaurès

chers camarades, c'est de le rappeler et de le redire, au besoin d'ailleurs en expliquant mieux ce soir et unanimement.
Deuxième point : pour les utiliser.
Nous les utilisons mal parce que nous ne sommes pas autour d'une table avec nos partenaires. Par conséquent, ce qui est urgent et ce que les gens ne comprennent pas, en ce moment, quelles que soient les explications que nous-mêmes et les Communistes donnons, c'est que nous ne soyons pas en ce moment autour d'une table en train de discuter.
C'est pourquoi j'attache la plus grande importance aux propositions apparemment formelles que nous faisons. Quel est le pas que nous faisons ?
Nous sommes demandeurs d'une nouvelle réunion de la Gauche. Oui, nous faisons un pas. Nous sommes dans un état d'incompréhension mais nous avons besoin de nous rencontrer.
Pourquoi avons-nous besoin de nous rencontrer ? Je dirais même de nous rencontrer peut-être deux ou trois fois en disant à l'avance qu'il y aura un temps de réflexion entre ces rencontres, parce qu'il faut d'abord un temps d'explication, il faut un temps d'éclaircissement entre nous pour élaguer les arguments inutiles. Il faut que nous prenions l'occasion - et c'est là que prennent place les explications éventuelles de nos camarades de la minorité - de dire ce que nous entendons par notre statut mixte des filiales. Mais il faut faire cela autour d'une table avec nos partenaires.
De même, il faut qu'ils nous expliquent, avant que nous nous arrêtions à une position sur la hiérarchie des salaires, ce que signifie exactement la leur dans leurs relations, par exemple, avec les cadres ou par rapport aux positions de la C.G.T.
Donc explications, éclaircissements et de là, suggestions.
Voilà donc le sens de la proposition que nous faisons et je crois qu'il ne faut pas se lancer dans une autre méthode qui consiste, en essayant de deviner par avance quelles sont les concessions utiles, à bloquer en quelque sorte les choses et à raisonner en point d'aboutissement, au lieu de raisonner en fonction de la méthode que nous avons, je crois, à bon droit proposée le 6 octobre.
D'autre part, je pense très certainement qu'il y a des notions que nous avons pourtant, hommes de gauche, pas suffisamment utilisées dans notre négociation : des notions de calendriers, de plans. Il va de soi qu'un certain nombre de divergences peuvent peut-être résolues, en répondant aux questions de savoir à quel moment les travailleurs et les syndicats seront consultés, à quel moment pourra-t-on faire le début, à quel moment fera-t-on la suite ?
Tout ce débat là n'a pas véritablement eu lieu.
Enfin, dernier point, il faut nous retrouver ensemble mais nous ne pouvons pas différer longtemps l'action commune. Je voudrais simplement apporter ici un témoignage de ce qui se passe dans le monde extérieur. Vous savez qu'il y a actuellement une politique du gouvernement en ce qui concerne le chômage des jeunes, que les Préfets sont chargés d'y veiller, du moins à son application parce qu'elle est importante pour l'image du gouvernement. Eh bien, actuellement que répond le Patronat en province, aux préfets qui demandent ce qu'il a fait pour le

chômage des jeunes ? Que ce n'est pas pressé, maintenant, dans la situation politique !
Voilà le témoignage qui m'a été rapporté.
Il faut donc nous retrouver autour d'une table. Il faut le demander, il faut que le Parti Communiste le demande unanimement, et il faut que l'on discute et que l'on s'explique avec la plus grande modestie possible autour de cette table.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à François Mitterrand.
(Applaudissements)

François Mitterrand

Chers camarades, quand on examine la situation du pays, gérée par les gouvernements de la Droite, on aperçoit à quel point la Gauche unie serait en mesure pendant les mois qui viennent d'accentuer sa pression et finalement de l'emporter pour gouverner.
Quand on mesure encore cet échec du gouvernement conservateur, d'un coup on prend la dimension de la crise de la Gauche ; on aperçoit l'immense responsabilité de ceux qui ont pris l'initiative d'une rupture, l'immense responsabilité de ceux qui refuseraient de la guérir.
L'échec du gouvernement, il est dans toutes vos pensées. Vous êtes des militants, vous avez des explications à fournir et vous les fournissez, loin d'être immobiles. Le Parti n'a jamais été aussi actif qu'actuellement et je dois remercier ici les responsables qui m'écoutent car je dois dire que depuis six ans, jamais nous n'avons rencontré tel écho, telle rapidité d'exécution et tel soutien psychologique et moral des membres du Parti.
La politique du gouvernement, je dois quand même en parler. Je dois en parler précisément parce que chacun comprendra à quel point il serait stupide, mais désastreux surtout, pour les intérêts légitimes que nous représentons pour les couches sociales dont nous sommes les interprètes, de ne pas saisir le moment historique que la Droite nous offre, que le capitalisme en crise nous propose.
S'ils parviennent à se tirer d'affaire, ce sera de notre faute, et quand je dis de notre faute, bien entendu je veux dire de la faute de la Gauche. Et j'assume avec vous une responsabilité collective, la Gauche ce n'est pas nous seulement mais c'est nous aussi, c'est nous beaucoup, l'échec de la couche pourrait être de notre faute si dans les semaines et les mois qui viennent nous n'étions pas capables de créer une situation nouvelle.
Je voudrais, pour que l'écho de mes propos atteigne le pays, si l'on veut bien les transmettre, je voudrais marquer à quel point le gouvernement de la Droite est aujourd'hui réduit aux expédients. Je ne veux pas parler là des expédients politiques ou techniques, chacun en dispose, je veux dire les expédients psychologiques, les expédients du verbalisme. L'échec, il est sur les prix, l'échec il est sur l'inflation qui ne recouvre pas seulement la notion des prix. L'échec, il est sur l'emploi. L'échec, il est sur le budget de la France, l'échec il est sur la politique industrielle, il est sur l'investissement, il est sur le présent, il

Fondation Jean-Jaurès

est sur le futur.
On cherche à dissimuler cette évidence par un intéressant procédé de l'esprit : en expliquant. C'était déjà la méthode de M. Giscard d'Estaing, c'est aujourd'hui la méthode de M. Barre : dès lors que l'échec est patent, on dispose des moyens de l'information pas même pour se disculper mais en pensant, et c'est une méthode pédagogique qui a parfois obtenu d'heureux résultats pour ceux dont je parle, qu'il suffit d'expliquer. Bien entendu, chacun explique à sa manière. Le Premier Ministre s'abrite aujourd'hui derrière une position apparemment morale, la France est en crise, il ne parle pas de la crise du capitalisme bien entendu, c'est peut-être ce qu'il pense mais ce n'est pas ce qu'il peut dire, le gouvernement fait ce qu'il peut, la France et les Français doivent faire des sacrifices et moi, Premier Ministre, j'en fais aussi.
J'aborde, semble-t-il dire, les problèmes d'aujourd'hui avec courage et vérité et j'appelle les Français à montrer autant de courage et à supporter la vérité aussi bien que moi. Il se propose en exemple. Alors, les journalistes thuriféraires d'évoquer leurs grands hommes, de ceux qui l'étaient aux trois quarts à ceux qui l'étaient pour le dixième, je veux dire de Poincaré à Pinay. On ajoute naturellement Mendès France, parce qu'il faut bien rapiner un peu dans l'histoire de la Gauche pour obtenir la confusion que l'on désire, mais Mendès France c'était vraiment le courage, et c'était le désir passionné de chercher la vérité et de la dire. Cela fait partie de l'héritage de la Gauche et non pas de l'héritage de la Droite. Nous pourrions à travers l'histoire, au moment surtout où l'on célébra Léon Blum à retardement, nous pourrions citer nous aussi bien des exemples de courage. Je dirai à Jean-Pierre Chevènement, pour une parole un peu malheureuse dans un discours qui en comprenait quelques autres, que Léon Blum, ce n'était pas Munich ! (applaudissements). Je dirai que la politique du gouvernement, ce n'est pas une politique de courage. Certes, ils ont le courage des choses faciles, ce qui jusqu'ici n'a pas été la meilleure définition du courage. Il est facile, quand on représente la classe dirigeante, il est facile d'imposer sa loi par la menace sur l'emploi, par l'aggravation du chômage, il est facile da développer la crainte légitime de tant de foyers français qui luttent pour la vie, il est facile quand on appartient à la classe dirigeante et quand on travaille pour son compte, de s'attaquer aux salaires et de ne marquer son effort que sur les salaires. Est-ce du courage alors que l'on sert les intérêts des plus puissants et des privilégiés, mais on n'a pas le courage des choses difficiles qui consisteraient précisément à s'attaquer aux forces sociales économiques qui supportent la politique dont aujourd'hui on constate l'échec.
L'affaire des prix alimentaires est de ce point de vue exemplaire. Quand le gouvernement a-t-il eu le courage de traiter directement ces choses ? Oui, il s'attaque aux travailleurs, aux ouvriers, la baisse du pouvoir d'achat, c'est votre part de sacrifice... C'est le sacrifice tout entier, où sont les autres sacrifices ? C'est la lutte des classes pratiquée par le gouvernement contre la classe du plus grand nombre, contre le front loquace des travailleurs, mais lorsqu'il s'agit d'inquiéter le commerçant, l'artisan, l'intermédiaire, le circuit de distribution, le possédant capitaliste le gros propriétaire, le grand propriétaire foncier, alors, il

n’y a plus personne. C’est une lâcheté générale.
J’ai relevé sept interventions différentes annoncées par le Premier Ministre et ce, depuis le mois de septembre 1976 indiquant qu’il convenait de s’attaquer aux circuits de distribution et de réformer les pratiques de Rungis. J’ai relevé, cela m’est déjà arrivé à la tribune de l’Assemblée Nationale, dix-sept propositions de réforme de structures dont pas une n’est allée au terme de l’examen d’une Commission. On a le courage des choses faciles, on n’a jamais le courage des choses difficiles. Faut-il employer le mot courage dans les deux cas ?
Il en est de même pour la vérité. Je dis la vérité, je prends mes risques. Quels risques prennent-ils ? Jamais de vrais risques.
J’accuse, oui, le gouvernement, de ne pas dire la vérité sur la situation économique. J’accuse le gouvernement de jongler avec les indices. C’est un personnage assez sympathique de notre littérature que j’évoquerai à ce propos, en disant que M. Barre, on cherche toujours des comparaisons, ce serait, à mon avis, comme une sorte de Tartarin des Indices... (rires et applaudissements). Il est riche d’expressions nouvelles ; l’autre jour, je crois l’avoir entendu dire qu’il allait au charbon. Est-ce que vous connaissez Lyon ?... (rires). Vous connaissez la ville de charbon ? Comment s’appelle le quartier ? La ville de charbon, elle est en surface, hein ?... (rires) Je crois que M. Barre, en allant au charbon, a surtout trouvé un filon ! (rires - applaudissements)
Mais il n’empêche que cela donne comme une sorte d’impression d’un courage. Le voilà qui part avec son pic sur l’épaule et son baluchon de l’autre, la lanterne tenue par un doigt. Il va explorer Lyon. C’est l’image du courage même qu’il incarne, il incarne la capacité d’audace de cet explorateur… (rires)… mais c’est exactement la caricature du système.
Ce n’est pas la vérité, mais c’est le mensonge sur le budget, ce n’est pas la vérité, mais c’est le mensonge sur la réelle tenue de notre monnaie ; la France est aujourd’hui endettée pour plus de cent milliards ; on tient la monnaie avec l’endettement extérieur et avec l’argent parmi les plus chers d’Europe.
La rigueur budgétaire, je ne ferai pas de concessions aux clientèles électorales, pas d’électoralisme... Cherchez donc dans le budget, posez la question à Boulloche qui préside cette séance, le budget est parsemé de petites lâchetés, le budget est nourri d’appels du pied pour que telle ou telle catégorie électorale vote pour le gouvernement, et quand le gouvernement ajoute que, par une nouvelle audace, l’audace consistant à démentir ce qui avait été le propos de M. Giscard d’Estaing pendant dix ans, à savoir la loi sacro-sainte de l’équilibre budgétaire, M. Barre se faisant comme une sorte de gloire de rattraper avec retardement l’un de leurs grands hommes, je veux dire Kainz, après tout, avec le déséquilibre budgétaire, on doit pouvoir faire quelque chose, inciter, développer. Ayant dit cela un jour à la tribune, j’ai reçu les huées de la Droite. Voici que M. Barre s’y rallie. Mais il annonce combien de déficit ? 9 milliards officiellement ? combien ? 11 ? 12 ? C’est de cet ordre-là ; il y en aura 20.
Tout est fait pour masquer. Nous avons un gouvernement qui, en vérité, se laisse porter par le courant et qui n’a jamais le courage d’imposer une politique capable de dominer la crise puisqu’il est le gérant de la crise.

Il n'y a pas de solution possible dans l'état politique actuel de la France parce que la direction politique de la France n'est que le représentant, l'intermédiaire, le serviteur des intérêts économiques qui sont à l'origine de la crise.
Je tiens à le dire, afin de montrer maintenant à quel point la Gauche doit pouvoir réfléchir aux conséquences de ses actes. Qui lui pardonnerait, et qui pardonnerait à ceux qui prendraient les responsabilités que j'ai dites tout à l'heure - en ce sens, je rejoins tout à fait le propos de Nicole Questiaux - qui pourrait pardonner à la Gauche de ne pas mettre tous les atouts de son côté pour qu'un nouveau pouvoir politique appuyé par de nouvelles forces sociales soit capable de mettre en oeuvre une nouvelle politique économique ?
Mais je ne veux pas parler trop longtemps, les conditions de cette convention nous obligent à un discours plus concis.
Je voudrais dire dès maintenant quelles sont, à mon avis, les règles d'action dont le Parti Socialiste devrait s'inspirer pour marquer devant l'opinion publique sa capacité ou sein de la Gauche à assurer au mois de mars prochain la succession afin de diriger, d'animer, d'inspirer la politique de la France. Ces règles d'action sont au nombre de cinq, je vais les énumérer :
. d'abord, servir l'Union,
. ensuite, refuser la volte-face Communiste,
. troisième règle d'action, toujours être soi-même,
. quatrième : prendre une ligne et la suivre,
. cinquième : parler aux Français,
Première règle d'action ; d'abord servir l'Union. Nous croyons l'avoir fait avec le Congrès d'Epinay, les Congrès qui ont suivi ; nous croyons l'avoir fait en signant le programme commun de gouvernement de la Gauche ; nous croyons l'avoir fait lors des deux débats sur l'actualisation, en participant au groupe des quinze et en aboutissant fin juillet à un projet qui devait normalement permettre l'accord final. Nous pensons l'avoir fait en respectant partout et toujours depuis 1971 la discipline de la Gauche. Nous n'avons pas relevé une seule indiscipline ; s'il en est quelque part, alors, la sanction a suivi. De quelle façon, par quel biais pourrait-on nous reprocher quelque attitude que ce soit qui aurait permis de douter de notre volonté ?
Tout à l'heure, l'un d'entre vous disait : je n'accuse pas la Direction du Parti d'avoir changé de cap ; tout au plus, nous reprochait-on cette immobilité... en choisissant l'image spécieuse, car je me permettrai de dire à Jean-Pierre Chevènement que c'est son expression, lorsqu'on saute l'obstacle, je ne suis pas cavalier, mais je crois savoir qu'où moment où l'on se trouve en l'air et par-dessus l'obstacle, il serait dangereux de changer de rythme… (applaudissements)... on se casse la figure, immanquablement.
Je veux donc dire que servir l'Union, nous en avons fait tous ensemble la preuve, et si dans les rangs du Parti Socialiste, parce qu'on se voudrait plus à gauche dans les mots, on répandait la rumeur selon laquelle nous ne serions pas à gauche ou parce que l'on voudrait faire l'union à sa manière, qui ne serait pas forcément la meilleure, les autres ne la voudraient pas ; j'ai même relevé cette formule : il faut être vraiment Socialiste ; en est-il parmi nous, chers camarades,

Fondation Jean Jaurès

qui sont des vrais, et d'autres, vraisemblablement en plus grand nombre, exactement les contours de la majorité, qui seraient les faux. On ne peut pas semer son discours d'une série de traits qui ne sont bons que pour nos adversaires et accepter cette suspicion. Et s'il y a des logiques de situation, c'est vrai, je crois beaucoup aux lois de l'histoire, il y a aussi dans l'histoire du Parti Socialiste, et dans ses relations avec le Parti Communiste toute une série de situations pour penser que ce sont les mêmes.

Le Parti Socialiste, c'est la troisième règle que je diffuserai tout à l'heure, doit toujours être lui-même ; quand on n'est plus tout à fait sûr de soi-même, alors, on commence à se sentir plus à l'aise chez les autres.

D'abord, servir l'Union. A aucun moment, nous n'y avons manqué. Les camarades, dans toutes leurs tendances, ont été représentés dans les négociations de ces derniers mois. Je n'ai pas entendu un seul d'entre eux contester ou protester afin de répudier les propositions qui ont été les nôtres, et je n'ai pas entendu de propositions et en tout cas pas celles d'aujourd'hui. La discipline, nous l'avons respectée et nous la respectons.

Quant aux tentatives de séduction de la Droite qui servent d'argument au Parti Communiste et parfois à certains des nôtres pour tenter de jeter le doute sur notre rigueur, elles me paraissent de tactique si évidente par ces sortes de collusion objective entre la Droite et le Parti Communiste pour tenter de nous diminuer puisque nous sommes l'adversaire numéro un de toute la classe politique française, il ne faut pas trop s'en inquiéter, que ceux qui subiraient cette tentation de la Droite dans nos rangs auxquels j'ai déjà dit lors d'une réunion de tous les parlementaires que non plus un seul écart ne serait accepté, je dirai à ceux qui subiraient cette tentation que les sirènes peuvent séduire, mais qu'ils n'oublient pas qu'elles ont une queue de poisson ! (rires) Je veux dire par là que les désillusions suivent de près les révélations.

Et la Droite, comment l'avez-vous vu agir ? C'est vrai que, pendant quelques semaines, cela a été la danse du ventre. De toutes parts, on disait : ces Socialistes, après tout, ils ne sont pas si mal que ça ! Rendons cette justice que la danse suivante, cela a été la danse du scalp et qu'aussi bien l'une que l'autre marquent bien, dans la mesure même où elles se sont succédées l'une l'autre, sans transition, que c'était deux façons de nous traiter en adversaires ou de jeter le trouble dans l'opinion publique.

Il n'y a, chers camarades, aucun risque aujourd'hui. Je comprends l'argument, il est important, celui qui consiste à dire dès lors qu'il n'y a plus l'union, chacun tend à s'isoler, chacun s'enferme dans sa logique et la vie étant toute puissante, et l'histoire aussi, chacun trouve son devenir ailleurs. C'est vrai et il faudra beaucoup de maîtrise et beaucoup de rigueur pour se réserver soi-même ce type de dérive. Etes-vous sûrs, chers camarades, que le Parti Communiste n'a pas déjà subi la loi de cette dérive ?

Voilà pourquoi j'énonce en deuxième règle d'action qu'il convient que le Parti Socialiste refuse la volte-face Communiste. Réfléchissons sur les raisons ou sur les causes et mon discours ne sera pas long, en tout cas sur ce point. La réflexion sur les raisons des Communistes nous monopoliserait toute la journée et nous-ne

saurions conclure, nous n'en savons rien, nous faisons des hypothèses, je trouve bien imprudents ceux d'entre vous qui balaient telle ou telle hypothèse sans au demeurant apporter d'argument. Je n'ai pas retenu l'argument la main de Moscou. Je dis seulement que, pour le Parti Communiste Français, dans la mesure où pour d'autres raisons, il aurait décidé de rompre, il se trouverait dans une situation plus aisée par rapport au Parti Communiste soviétique, ce qui veut dire que lorsqu'il y a conjonction d'intérêt, alors, on se laisse plus facilement aller.

Mais ce n'est pas cela, la cause, à mon avis.

J'ai parlé de compromis historique, de tentation d'un compromis historique, et j'ai été tout à l'heure, et d'autres fois, contredit. On a bien le droit de me contredire... Je questionne simplement, je m'interroge ; je pense qu'on ne peut pas éliminer non plus cette explication.

En fait, le Parti Communiste Français n'a, jusqu'ici, dans notre histoire, jamais pratiqué l'union de la Gauche au niveau du gouvernement. Il a refusé d'entrer dans le gouvernement de la Gauche, celui du Front Populaire ; il a accepté d'entrer dans les gouvernements du compromis historique 1944-1945, jusqu'en 1947. Il a refusé d'être dans le gouvernement de Léon Blum, il a accepté d'être dans les gouvernements du Général de Gaulle, de Félix Gouin, de Georges Bidault et de Paul Ramadier, dans le cadre de gouvernements élargis à la représentation des partis conservateurs.

Jusqu'ici, il n'a jamais fait l'expérience de l'union de la Gauche au gouvernement !

On comprend qu'il hésite. Ce face-à-face - sans oublier les Radicaux de Gauche - entre Socialistes et Communistes, cela remet en mémoire toute une histoire dont les séquelles sont encore présentes...

Et puis, il y a aussi toute une série d'évolutions de l'histoire moderne. Le compromis historique est déjà pratiqué en Italie. Il est, en fait, pratiqué en Espagne. Je ne suis pas sûr qu'il ne tentera pas, demain le Parti Communiste Portugais. Je suis sûr, en tout cas, que dans ces trois pays il sera toujours préféré le compromis historique, c'est-à-dire une sorte d'union nationale et d'alliance avec la Droite, plutôt que l'alliance avec les forces Socialistes !

Pourquoi estimerait-on, a priori, que le Parti Communiste Français serait indemne de cette tentation ? Qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? D'autant plus que si, en France, et c'est la réponse qu'on me fait - elle n'est pas suffisante - il n'y a pas de partenaire politique pour le compromis historique - c'est vrai, et c'est bien l'embarras, il n'y a pas de grande Démocratie Chrétienne représentative d'un électorat populaire catholique, comme dans les trois premiers pays que j'ai cités... il est difficile de traiter avec Giscard, difficile de traiter avec Chirac, même s'il y a quelques soupçons d'inflexion dans la voix qui expriment le regret !... (quelques sourires)… - le compromis historique va bien au-delà de combinaisons parlementaires !

Le compromis historique, c'est lorsqu'on se rallie, en vingt-quatre heures, à la bombe atomique ! On fait au moins le compromis historique avec l'armée.

C'est lorsqu'on se rallie, en vingt-quatre heures, à l'Europe ! On fait au moins le

compromis historique avec les milieux d'affaires.
C'est lorsqu'on tiraille, on maraude dans les arrières du Parti Socialiste, lorsqu'on débat de l'enseignement privé ! On fait le compromis historique avec l'église.
C'est lorsqu'on abandonne, en vingt-quatre heures, la dictature du prolétariat ! On fait le compromis historique avec les classes moyennes. On peut se demander si la nécessité politique qui veut qu'il n'y ait d'autre partenaire - s'il veut gouverner - pour le Parti Communiste que le Parti Socialiste ne crée pas une hésitation, une ambiguïté, une équivoque et, finalement, ne développe pas certaines arrière-pensées ?
J'ai prononcé, l'autre jour, le nom de Staline, lorsque j'ai parlé des déviations du Socialisme. Cela m'a valu une réponse, sur une autre tribune, dans une autre salle, de Georges Marchais, qui m'a dit : mais Staline, qu'est-ce que cela a à voir ? Le problème, c'est le SMIC, le problème, c'est le chômage, le problème, c'est la retraite...
J'ai envie de lui répondre, comme je l'ai dit à Mireval : après tout, chacun enterre ses morts ! Qu'est-ce que cela a à voir, la social-démocratie ? Qu'est-ce que cela a à voir, Helmut Schmidt ? Qu'est-ce que cela a à voir Callaghan ? Qu'est-ce que cela a à voir Soares ? Occupons-nous du SMIC, de la retraite ! (applaudissements)
Et quand on a commencé d'engager ce problème par un procès général et par (mot illisible) historique, passant très vite d'un débat limité à quelques filiales de sociétés appartenant aux neuf groupes industriels prévus par le programme commun pour déborder, en l'espace de huit jours, sur toutes (mot illisible) possibles et imaginables faisant partie d'un procès préfabriqué qui laisse penser, en effet, que si la politique stalinienne a été (mot illisible) il en reste quelque chose dans l'esprit ?
Le stalinisme est-il comme cette maladie qu'en appelle le paludisme : on s'en est guéri mais cela revient de temps à autre ? (applaudissements)
Quelles sont les causes de la crise ?
Il (mot illisible) que le texte qui nous est remis aujourd'hui par les porte-parole du courant 2 va répondre à la question. Moi, j'hésite entre les (mot illisible) je n'ai pas arrêté mon jugement et si je dois vous dire mon inclination, je pense que la raison principale, qui conforte les autres, est un phénomène de concurrence dont on trouve déjà (mot illisible) dans l'ouvrage paru sous la signature de Fajon "L'Union est un combat"... c'est-à-dire que l'on combat de préférence ceux avec qui on devrait se trouver unis ! De telle sorte qu'aujourd'hui (mot illisible) alliance objective contre nous, à droite et chez les Communistes.

Je (mot illisible) phénomène principal, et je l'ai toujours pensé, tient au (mot illisible) du Parti Socialiste et j'avais envie de sourire lorsque j'entendais (mot illisible) Sarre dire, tout a l'heure, que la crise ne serait peut-être (mot illisible) nous avions été davantage implantés dans les entreprises (mot illisible): raison de plus ! C'est précisément parce que le Parti Socialiste est redevenu concurrent sur le terrain des luttes sociales que la (mot illisible) devenue nécessaire ! (vifs

Fondation Jean-Jaurès

applaudissements)
C'est là un extraordinaire contresens. En parti social-démocrate, sous la caricature que vous représentez - car moi, j'en accepte un certain nombre de données lorsque j'examine le contenu social du Parti Socialiste dont vous êtes, comme les autres, et je n'aime pas beaucoup l'amusement des mots ou le brillant des formules, dès lors qu'ils trahissent une réalité ! Nous n'avons pas à nous séparer de tout ce qu'ont fait nos prédécesseurs à travers un siècle et plus de luttes et de combats, mais c'est vrai que l'approche du Parti Socialiste se distingue catégoriquement, puisqu'il est le seul à pratiquer cette méthode, l'union de la Gauche, de toutes les autres forces de la social-démocratie - je vous dis, Jean-Pierre Chevènement, qu'un parti vraiment social-démocrate n'aurait pas connu la crise avec le Parti Communiste et que l'accord eut été plus aisé ! (applaudissements) En tout cas, telle est l'idée que je m'en fais.
Mais lorsqu'on pense pouvoir régler ce problème difficile, tout au moins apporter un début de solution, je ne ferai pas l'injure à mes contradicteurs de penser qu'ils croient que leur motion d'aujourd'hui a beaucoup de sens, car la réalité du débat, croyez-vous qu'elle porte sur 32 nationalisations dans le cadre de la stratégie industrielle ? Et je poserai cette grave question, la plus grave de toutes : pourquoi pas 33 ? (rires)
Non, sérieusement, vous n'avez pas l'impression que d'autres questions nous sont posées, indépendamment des explications politiques que nous avons tout juste amorcées, esquissées ? Vous n'avez pas l'impression qu'il pourrait y avoir aussi des raisons qui tiendraient à quelque chose que j'appellerai tout simplement le partage du pouvoir d'Etat ? On en a à peine parlé, moi, je continue de penser que c'était le débat principal.
On a discuté de la défense ? C'est vrai, désaccord qui pouvait être dominé.
Les nationalisations et filiales ? Désaccord, qui pouvait être dominé.
Pas de vrai désaccord sur le plan social.
Mais désaccord sur le partage du pouvoir d'Etat, sur cette étrange sollicitation qui nous a été faite de répartir déjà les portefeuilles ministériels en découpant les structures actuelles, afin de réserver au Parti Socialiste, d'un côté, la police, tandis que l'on gardait la gestion du pays, afin de réserver aux Socialistes, en ce qui concerne les finances, la charge de l'impôt, tandis que l'on prenait la charge de la distribution !... (quelques applaudissements)... Est-ce que vous croyez que ces garanties formelles que l'on nous demandait quant à la prise de participation dans le pouvoir d'état, y compris jusqu'à la possibilité, par les gens les plus rapides et les mieux préparés, d'assurer tout aussitôt la direction de l'économie par la prise en mains de 729 nationalisations nouvelles, est-ce que vous croyez que cette préoccupation ne dominait pas toutes les autres ?
Eh bien, je dis, en comprenant fort bien les raisons du Parti Communiste, en acceptant d'en discuter, que je me réserve - j'espère que vous ferez comme moi - un seul pouvoir : celui de leur dire non. Non à la surenchère, non au double jeu.
Il faut, chers camarades, refuser la volte-face Communiste !
Non au double jeu. C'est vrai, je l'avoue, on le sait, je suis allé à Bonn, dans la semaine qui a suivi l'interruption des négociations du mois de septembre...

Rendez-vous pris depuis six mois avec le chancelier d'Allemagne de l'Ouest. C'est vrai, je le reconnais, j'avoue... Vous savez bien qu'il vaut mieux avouer !... (quelques sourires)... J'avoue.
J'aurais pu y rencontrer, si je ne m'étais pas trompé de date, les représentants du Parti Communiste, puisqu'un peu plus tôt le ministre Hemke (?) avait rencontré à Paris Kanapa et Juquin !
C'est vrai, je suis allé à Brighton, au Congrès du Parti Travailliste. C'est vrai, et cela fait partie du procès instruit dans la bouche de Roland Leroy. Mais si mon avion n'avait pas été pris dans les difficultés de la grève des aéroports britanniques, au lieu d'arriver l'après-midi, je serais arrivé le matin, et j'aurais donc été assis à côté de Jacques Denis, représentant du Parti Communiste Français ! Non au double jeu !
C'est vrai qu'il m'est arrivé - Chirac me l'avait reproché - de déjeuner avec l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique. Pour peu que cet homme eut été plus aimable, j'aurais pu l'y rencontrer avec le délégué spécial que le Parti Communiste avait désigné à cet effet, Kanapa, puisque ces délibérations ont eu lieu il n'y a pas si longtemps !
C'est vrai que j'étais membre de la Commission chargée de cette affaire, je serais - non pas aujourd'hui puisque c'était l'autre semaine - dans une salle avec des militants européens, tandis que le lendemain viendrait à la même place Raymond Barre ! C'est vrai… Mais si j'avais le loisir d'être en Amérique, en compagnie de quelques Européens, je serais en train de bavarder amicalement avec Gustave Ansart !
C'est vrai qu'il a dû arriver à quelques-uns des Socialistes - ce n'est pas mon cas - de déjeuner ou de dîner avec des membres de la majorité. Les Communistes ont raison : pourquoi perdre son temps à déjeuner ou à dîner avec je ne sais quels sous-fifres, tandis que l'on peut aller directement déjeuner à l'Elysée ?
(rires et applaudissements)
Je refuse la volte-face. Je refuse la surenchère. Et je refuse le double jeu.
Je dirai à vous, Socialistes, qu'il convient désormais de balayer ce type d'argument, de ne pas se laisser impressionner non plus. En somme, on nous demande d'avoir mauvaise conscience à cause des fautes que nous commettons, étant donné que ces fautes deviennent vertus dès lors que nous les commettons avec eux !
Il n'y a pas un parti élu, dont la seule présence ici où là suffirait à sanctifier les lieux, tandis que nous en subirions nous-mêmes les effets délétères. Qu'est-ce que c'est que ce racisme de parti ?
Je parle sévèrement, parce que je suis l'un des hommes en France qui croient le plus sincèrement à la capacité de l'union de la Gauche, mais j'ai toujours cru que l'union ne réussirait que si les Socialistes étaient capables de dire ce qu'ils pensent et non point de subir en cultivant je ne sais quels remords qu'on veut leur instiller.
Moi, je demande que l'on discute, je demande que l'on se rencontre, je demande que l'on s'accorde, sans condition, sans préalable, sans délai. Je suis prêt à négocier et à traiter. Mais je n'accepterai aucun des alentours, aucun procès, ni

incrimination, ni menace. Le Parti Socialiste est un grand parti, serait-il tout petit que je tiendrais le même raisonnement ! Ce n'est pas une affaire de nombre ou de puissance, c'est une affaire d'honneur, c'est une affaire de conviction, c'est une affaire d'intégrité ! (Applaudissements)

Pourquoi, mes chers camarades, je dis qu'il faut toujours être soi-même ?

Nous ne sommes pas Communistes, nous sommes Socialistes. Notre tradition, du moins depuis plus d'un demi-siècle, n'est pas la même, nous n'avons pas les mêmes explications. Nous avons en commun de représenter les mêmes couches sociales, les mêmes intérêts, nous sommes les interprètes des exploités, des opprimés, des travailleurs, nous avons pour devoir initial d'assurer l'union des forces populaires au travail, à la tâche, soumises à la puissance d'une société de privilèges. Cela, c'est le premier point et cela dicte notre devoir.

A partir de là, ce n'est pas en niant nos différences que nous favoriserons l'union. La synthèse suppose la thèse et l'antithèse et l'accord qu'il convient de faire, auquel il convient de souscrire le plus tôt possible et durable qu'autant que nous aurons pris en compte nos différences pour proposer au pays un projet à court et moyen terme sur lequel nous nous engagerons totalement.

Qu'on ne nous demande pas, en l'absence d'un débat sur le projet, comme l'a excellemment dit Michel Rocard, de présupposer que le projet à long terme soit identique à celui du Parti Communiste. Il ne le demande pas. Il s'en défendrait. Nous faisons un accord politique, en souhaitant que cet accord politique permette des prolongements, rétablisse des jonctions et peut-être refasse finalement l'histoire et répare les anciennes ruptures. Mais il faut commencer par le commencement.

Voilà pourquoi je vous dis, chers camarades, qu'il faut prendre une ligne et la suivre.

Je croyais qu'elle était prise.

Il y a le programme commun, il y a les résolutions de nos Congrès - le Congrès de Nantes n'est pas si lointain et il engage le Parti tout entier - il y a les travaux des groupes des 15, sur lesquels nous avons engagé notre parole, il y a eu les négociations avec les Communistes et les radicaux de gauche dans ce qu'on a appelé l'actualisation au sommet, et là-dessus notre délégation a été unanime. Il y a eu le Comité directeur du 8 octobre. Il a adopté un texte extrêmement circonstancié, rappelé par Nicole Questiaux tout à l'heure, qui n'avait pas réponse à tout, qui ne prétendait pas avoir réponse à tout, mais qui fixait une ligne, une méthode, une façon d'aller devant soi, capables à tout moment de répondre aux questions qu'on nous pose.

C'était le 8 octobre, nous sommes le 5 novembre, vraiment, chers camarades, quel Parti sérieux pourrait se permettre de définir avec autant d'attention que l'a fait le Comité directeur un texte voté à l'unanimité pour que trois semaines après seulement il soit déjà considéré suffisamment caduc pour qu'il soit nécessaire de lui ajouter ou de lui substituer - ajouter diront ceux qui l'ont défendu, substituer dans mon esprit - une autre façon d'examiner les choses ?

Croyez-vous que notre Parti ait la moindre chance de gagner son combat, qui est le combat de l'union et le combat pour l'union, si loin d'être immobile, il

Fondation Jean Jaurès

devient agité ?
Unitaires, mais nous le sommes. Qui ne l'est pas ? Pas un d'entre vous n'oserait le dire s'il le pensait. Moi je suis sûr que le Parti est profondément unitaire. Qui douterait que le Premier secrétaire du Parti Socialiste le soit ? Qui d'entre vous ? Je préfère qu'on aille au bout du discours, dites le donc… Dites le, et si vous ne le dites pas, alors il y a comme une réserve mentale dont on sait bien de quelle philosophie elle s'inspire… mais je ne pense pas aux Communistes, je pense aux Provinciaux !
Je supplie nos camarades de bien vouloir comprendre que quand on se dit unitaires, il ne faut pas confondre l'amour et le strip-tease ! (applaudissements)
On travaille, on engage une méthode et au moment où on l'engage, on a déjà lâché 32, 33, 31… non 31 c'était social-démocrate, 32 on est vraiment Socialiste, 33, je ne sais pas ce qu'on est… Alors, comme çà, à la petite semaine vous avez d'autres paquets pour la semaine prochaine ? On va passer de combien ? On va doubler ? 66 ? Qu'est-ce qu'on va faire la semaine d'après ? Attention, il faut nourrir, il y a encore quatre mois… au train où vous allez, à Noël, ce sera fini c'est sûr !
Quoi ! Vraiment, c'est avec une petite observation, 31 contrepoint sur la sidérurgie, une petite étude incompréhensible aux esprits trop simples sur la solution miraculeuse du rapport de la hiérarchie des salaires, c'est la liste des 32 ou 33, c'est une variation sur l'impôt sur le capital, qui vont résoudre le problème des Socialistes et des Communistes ?
Mais c'est là une meilleure façon de justifier la thèse Communiste selon laquelle le débat en réalité n'a porté que sur les nationalisations et sur quelques aspects secondaires de la politique au niveau de la dialectique et de la négociation ! C'est faire l'impasse sur les raisons historiques et politiques qui prédominent dès lors que l'on veut aborder dans toute son ampleur le grand débat des Socialistes et des Communistes, dont j'ai toujours pensé qu'après avoir réalisé l'union dans l'harmonie, quand le Parti Socialiste était faible, il devait aussi surmonter, pour l'union, la crise, dès lors que le Parti Socialiste serait fort. Et l'union n'aura réussi que dès lors que nous aurons été capables nous-mêmes d'être unitaires et fermes sur nos positions dans une période comme la nôtre.
Ah ! C'était facile d'y être quand on était petit c'est devenu plus difficile depuis que nous sommes grands ! Le petit avait le droit d'être courageux, le grand serait-il faible ou lâche ? Aurait-il peur d'être lui-même ?
La 6ème condition, c'est qu'il faut parler aux Français. Y avons-nous manqué au cours de ces dernières années ? Peut-être bien. On me dit que nous avons échoué, qu'est-ce que vous voulez… je le déplore. Le Parti Socialiste n'a pas su parler aux Français, le Parti Socialiste n'a pas été reconnu par les Français, le Parti Socialiste est resté à patauger dans le déclin où malheureusement ses divisions l'avaient porté ?… je ferai mieux au lieu de parler du Parti Socialiste de parler du mouvement Socialiste dans toutes ses variétés.
On sait bien que non. D'ailleurs, ici, chacun se flatte d'avoir fait Epinay et on a raison de s'en flatter. Epinay, nous l'avons fait ensemble, même si nous nous y sommes battus, puisque nous avons tous été capables d'en supporter, d'en

accepter et d'en promouvoir l'héritage.
Il n'y a pas de bons et de mauvais Socialistes, mais il est normal que ceux qui ont fait Epinay éprouvent entre eux au-delà même de toutes les difficultés qui parfois les opposent, le sentiment d'avoir construit ensemble une grande œuvre historique, et ceux qui l'ont fait restent des camarades et souvent des amis… J'aime en parler comme je le fais, car Epinay était déjà le résultat d'une autre histoire elle a exigé, de part et d'autre, la clarté du langage et le courage de l'esprit.
Ce qui me heurte dans la démarche qui nous vaut aujourd'hui la production de deux textes, alors que tout avait été préparé pour qu'il n'y en eut qu'un, c'est-à-dire pour obtenir de la Convention nationale, l'approbation des mesures décidées par le Comité directeur, à quoi étaient ajoutées quelques dispositions pratiques dont celle-ci, la plus heureuse : sans préalable, sans condition et sans délai nous demandons le rendez-vous.
Cette leçon doit nous servir : si nous avons connu au cours de ces derniers jours une petite bourrasque, si certains d'entre nous ont offert à la presse de la majorité une formidable occasion de diminuer l'audience du Parti Socialiste, il faut prendre garde à ce que cela ne recommence pas. Dans quel état serions-nous au mois de mars prochain si de mois en mois, pour adopter un rythme qui semble s'instaurer, nous devions défendre deux lignes politiques à la fois, parfois contraires, parfois contradictoires ?
C'est là que je m'adresse au parti tout entier par delà les membres de la Convention nationale. Il ne peut y avoir qu'une ligne politique pour les quatre mois à venir. On ne pourra pas se dédire, il n'y aura pas d'autres circonstances, du moins je le suppose, ce qui sera dit et qui sera fait à la Convention d'aujourd'hui engagera le Parti et chacun de ses membres. (applaudissements)
Nul n'aura le droit de se réclamer ou d'exposer une autre façon de voir et s'il pensait devoir en proposer, il devrait attendre l'issue de ce combat. Il n'est pas possible d'être engagés dans une bataille totalement mobilisée pour résister aux pressions adverses et d'être contraints dans le même moment de regarder à côté de soi si l'ami et le camarade ne suit pas une autre démarche et si au moment où les décisions seront prises, il n'y aura pas harmonie des camarades, des amis et des frères obéiraient au souci principal de régler leurs affaires de famille avant de songer que non seulement ils sont comptables du présent et du devenir du Socialisme en France, mais aussi de la réussite de l'union de la Gauche.
Et j'en viens à ce point là : parler aux Français, cela consiste à dire quoi ?
Voyez-vous, chers camarades, moi je sens comme cela, au fond de moi, avant même que cela ne parvienne à mon esprit, que cela devienne formulé dans l'esprit, comme ça, au niveau de l'instinct, de l'intuition, je ne sais que dire. Je sens que la seule façon de gagner l'union de la Gauche consiste, non pas à s'interroger sur ce que veulent les autres, mais à décider ce que nous voulons nous-mêmes.
Toutes les spéculations sur : cela s'arrangera en janvier, ça s'arrangera en février, ça s'arrangera le soir du premier tour, le lendemain du premier tour, laissez tout cela de côté, pas une seconde je ne me suis attardé sur ces choses…

je n'en sais rien… j'y peux quelque chose avec vous, mais je n'en sais rien, j'y peux quelque chose, je ne peux pas tout, je ne peux pas changer la stratégie du Parti Communiste si cette stratégie du Parti Communiste est définitivement éloignée de l'union de la Gauche. Mais nous pouvons créer des conditions telles que le Parti Communiste lui-même soit mis en situation de ne pas faire ce qu'il veut, mais de ne faire que ce qu'il peut et c'est là que l'argument sur la présence des masses, sur les besoins, la volonté des travailleurs devient l'argument principal.

Quoi ! Vous croyez régler la dispute en la limitant par des concessions quotidiennes ?

Quoi ! Déjà vous altéreriez le rendez-vous nécessaire en ayant abandonné une série de petits cailloux pour retrouver le chemin du Petit Poucet, incapables d'aborder la discussion en ayant dit ce que l'on voulait ? Certes, 3 propositions comprises dans les 9 que nous avons remises aux négociateurs de la Gauche dans la nuit du 22 au 23 septembre, quant aux nationalisations, représentaient les ouvertures qui ont été rappelées par Pierre Bérégovoy tout à l'heure :

- l'une sur les droits des travailleurs alignés sur le droit des sociétés nationales pour toute société dans laquelle la puissance publique détiendrait les participations majoritaires,
- l'autre, sur la sidérurgie… oui, un plan intérimaire, mais dans un délai raisonnable, on a dit deux ans ; nous acceptons d'envisager, si les résultats de la gestion paraissent suffisants et pas trop lourds pour le pays, la nationalisation. Oui, nous acceptons de débattre de la nationalisation d'un certain nombre d'entreprises sous la rubrique de la stratégie industrielle, mais cela est déjà dans le texte remis la première nuit. Or, personne n'y a répondu. Et avant même que le Parti Communiste ait accepté de débattre de ces propositions, déjà, vous nourrissez la capacité des plus durs d'entre les siens de justifier leur attitude en disant : vous voyez bien, ça vient tout seul, ce n'est pas la peine de tendre la main, ils y viennent.

C'est une faute majeure. Si le Parti Socialiste n'avait rien dit, n'avait rien fait, je comprendrais votre raisonnement, mais vous étiez là, vous y étiez, vous avez élaboré avec nous ces textes, vous les avez complétés avec nous le 8 octobre dernier… Y avait-il donc une réserve ? Y avait-il quelque chose que vous n'avez point dit ? Y avait-il quelque chose à arracher à l'unanimité ? Fallait-il offrir ce spectacle ; cette occasion pour nos adversaires de se réjouir un peu trop tôt ?

Pourquoi un peu trop tôt ? Parce que si j'élève le ton, cela n'indique pas une inquiétude particulière. Cette petite crise-là, elle sera surmontée. La crise avec le Parti Communiste, elle sera historiquement surmontée, mais quand ? Je n'en sais rien. Je souhaite que le Parti Socialiste se mette en état de la surmonter pour les prochaines élections législatives, donc autant que possible de préférence avant.

Mais parler aux Français, c'est leur expliquer le projet Socialiste, c'est leur expliquer ce que nous sommes : d'abord, toujours être nous-mêmes, nous ne sommes pas comme les autres, nous sommes ce que nous sommes… Oui, nous sommes comme cela, il faut l'expliquer, le dire. Un vieux projet tout neuf, le Socialisme, il faut l'expliquer, avec un grand parti, le Parti Socialiste. Les autres

Collection Jean Jaurès

ne veulent pas, on n'y peut rien, on leur tend la main. Ils veulent ? C'est la victoire. Ensuite, c'est la dure réalité des choses, mais abordée dans l'enthousiasme et la volonté populaires.
Ils ne veulent pas ? Allons-nous perdre notre temps à poser les subtilités des tactiques voisines dont nous ignorons tout ? Soyons nous-mêmes.

(Paragraphe illisible)

Mais vraiment, est-ce sérieux ? Je demande au Parti Socialiste de s'engager dans une action dynamique, dans une présence constante, active, vivante. Je demande aux Socialistes de l'expliquer aux Français, quels qu'ils soient, et de préférence aux autres, à ceux qui ne nous ont pas rejoints, ce que nous pouvons faire ensemble pour fonder ensemble la société nouvelle, dont le Socialisme déjà marquera le passage.
Vraiment, est-ce possible ? Pourquoi perdre son temps à fixer comme objectif au Parti Socialiste de rassembler le plus grand nombre de Français dans l'épreuve qui est la nôtre, selon nos lois, c'est-à-dire le premier tour du scrutin, là où le problème est posé si l'on veut que la dynamique populaire nous porte tous plus loin, mais là où de toute façon, et quelle qu'ait été l'hypothèse, nous aurions affronté la compétition avec nos camarades de la Gauche. Ne l'oublions pas, de toute façon, au premier tour de scrutin, nous avions rendez-vous pour dénombrer nos forces… eh oui ! Pour dénombrer nos forces et notre objectif a toujours été, dans l'intérêt de la Gauche et dans l'intérêt du Socialisme, de faire que ces forces soient les plus puissantes. Par esprit de domination ? Non. Mais nous avons aussi indépendamment de l'amour de notre Parti et de l'attachement à nos idées, le sentiment qu'il n'y aura pas de victoire pour la Gauche si un autre parti que le Parti Communiste, mais avec le Parti Communiste, rassemblent les forces du travail et les forces de la jeunesse, si un autre parti qui ne peut être que le nôtre - ce n'était pas écrit de toute éternité, mais c'est comme cela en 77 - si un autre parti que le Parti Communiste ou que la frange des classes moyennes sincèrement ralliée à la Gauche - je veux dire les Radicaux de Gauche ou toute autre formule de ce genre - n'existait pas, un parti comme le nôtre, il n'y aurait pas de victoire possible.
Les autres aussi pourraient tenir ce raisonnement et il faut le tenir pour eux : il ne faut pas penser que nous serions en mesure à nous seuls de réaliser ce projet historique. Il faut donc constamment défendre l'union, non pas comme une exposition de bons sentiments, mais comme une nécessité de l'histoire. Mais chacun sait que si l'on s'en tenait aux données bien connues d'un parti Communiste, qui, en dépit de ses évolutions, n'en reste pas moins typé dans ses structures et dans son projet, et que s'il n'existait pas un parti Socialiste capable de faire exploser l'espérance, il n'y aurait pas de victoire pour la Gauche.
Alors, notre premier devoir est de faire que le Parti Socialiste soit, lors du premier tour des élections de 1978, en mesure de créer une situation nouvelle.
J'ai dit 7 millions et davantage, il le faut. Il faut donc rassembler, en dehors de nos rangs, il faut communiquer, il faut enthousiasmer, il faut que le projet soit

clair, il faut que le Socialisme apparaisse comme la responsabilité, c'est-à-dire la liberté supérieure acquise et conquise pas les citoyens et d'abord par les travailleurs.
Il faut que la victoire du Parti Socialiste signifie, d'une façon simple et claire, que les Smicards auront, sur un plancher de 2 200 F par mois, compte tenu de l'évolution du pouvoir d'achat, la capacité de pouvoir déjà vivre mieux.
Il faut que la victoire de la Gauche, acquise par la victoire Socialiste au premier tour de scrutin, assure que la semaine suivante, c'est la retraite à 60 ans et à 55 ans, c'est l'allocation familiale à 25%, puis 25%, 50 dans les sept premiers mois, c'est l'assurance pour les personnes âgées que nos projets et que nos promesses seront tenus et pour les uns et pour les autres, et allant plus loin, notre projet sur les conditions de vie et sur les conditions de travail sera mis en œuvre huit jours, dix jours après. On dira : c'est une vue trop simpliste, le Président de la République fera durer les choses… Je résume. Si nous avons la volonté après une victoire de faire aboutir ces réformes que je propose une fois de plus aux Français et à tous les Français aujourd'hui même au nom du Parti Socialiste, quel argument pourrait-on employer contre nous, contre l'Union, quel argument de concurrence mesquine pourrait-on opposer dès lors que ce serait mettre en péril la chance pour des millions et millions de Français et de Françaises d'avoir dans les jours qui suivent enfin non seulement l'espérance et les chances et la réalité d'une vie meilleure, en attendant que nous ayons la capacité de changer la vie.
(applaudissements)
Camarades, maintenant, nous sommes engagés. Une seule ligne : je demande à chacun de faire le sacrifice de ce qu'il pourrait souhaiter faire pour exprimer avec plus de précision sa propre pensée. Pendant quatre mois, nous devons être un bloc. J'admets les inconvénients de la situation d'aujourd'hui et je n'en tiens pas rigueur à ceux qui l'ont produite, je peux admettre et je peux comprendre certaines de leurs intentions. Mais, je vous le demande, pour ce dernier rendez-vous global sur l'ensemble des problèmes politiques, il faut que la Convention décide qu'aucun militant Socialiste, encore moins responsable Socialiste, ne soit autorisé, sans le triste et pénible risque pour lui de n'être plus des nôtres - pour lui et pour nous à faire entendre une voix discordante ; aucune voix discordante ne devra désormais trahir les décisions que vous prendrez. (Vifs applaudissements prolongés).
Aucun de nos candidats n'aura le droit d'exprimer autre chose que ce que vous aurez dit, et quiconque dira autre chose ne sera plus candidat et sera remplacé sur l'heure. (Applaudissements).
Quiconque sera candidat n'aura pas le droit de négocier sa position politique par-devers lui en acceptant un peu, beaucoup, pour obtenir l'acquiescement de nos voisins. Ce pouvoir n'appartiendra qu'aux fédérations. Il ne pourra pas y avoir de billets doux particuliers qui, engageant tel ou tel, permettraient de choisir de l'extérieur nos candidats. Ce sont nos fédérations qui décideront, et si elles ne le faisaient pas, la Direction nationale se substituera aux fédérations pour que soit respectée dans toute la France la capacité des candidats de

représenter, y compris le lendemain du 1er tour, d'abord face aux adversaires, mais aussi à côté de nos partenaires, les choix qui sont les nôtres : le désistement pour la Gauche, des voix obtenues par nous au service de la Gauche et sur les thèmes qui seront les thèmes du Parti Socialiste ou consentis par le Parti Socialiste unanime à ceux de nos partenaires qui pourraient avoir la tentation de jouer contre nous.
1er tour de scrutin ! Je vous appelle à cette victoire qui ne sera qu'une victoire relative, mais immense victoire pour le Socialisme en France. Et je vous dis que si cette victoire est remportée, les chances de l'autre victoire, la victoire pleine et entière, la victoire de la Gauche, la victoire de nos amis, de nos camarades, la victoire des autres avec la victoire des nôtres, la victoire de toute la Gauche, la victoire des travailleurs, la victoire des classes sociales opprimées, elle sera acquise car nous aurons créé une situation dont nul ne pourra se défaire.
Et si encore cette situation devait en entraîner une autre, c'est-à-dire la démonstration finale que certains n'ont pas voulu de cette victoire, décidément, cette responsabilité ne sera pas la nôtre. Et ne croyez pas que d'autres courants seraient noués, le Parti Socialiste, dans la majorité de gauche, au sein d'un gouvernement de gauche, au mois de mars ou d'avril 1978, mais aussi le Parti Socialiste dans l'opposition si, par la faute des autres, c'était cette situation qui devait prévaloir, je vous le dis de la même façon - mais nous nous retrouverons et je tiendrai le même discours - devra aussi résolument être le grand, le vrai et le puissant parti d'opposition qui portera le drapeau Socialiste, sans concession, sans être tenté en quoi que ce soit par les aventures, à l'avance avortées et toujours coupables, dès lors que l'on se sépare de ceux qui vous ont désigné.
Que l'on n'attende pas, du côté de la Droite, quelle que soit l'hypothèse, un parti Socialiste complaisant. Si les autres ne veulent pas que la Gauche l'emporte, nous, nous le voulons, et nous ne le voulons pas seulement pour le mois de mars, nous le voulons pour longtemps. Et si, à cause des autres, le mois de mars ne le permet pas, le Parti Socialiste, puissant et présent, comptera aussi sur l'espérance dont il ne faut pas dire, à part la catastrophe, qu'elle sera jamais détruite.
La vie d'un peuple n'est pas à la merci d'un avatar parlementaire. Le Parti Socialiste saura que les semaines, les mois et les années rapprocheront, et vite, le moment où l'occasion manquée sera reprise. Mais cela tient à 2 conditions :
- que le Parti Socialiste soit solidaire, ferme dans ses convictions et dans ses attitudes, qu'il soit homogène, qu'il soit engagé, d'une part ;
- et, d'autre part, que le Parti Socialiste, quelle que soit l'hypothèse, soit fidèle à ce qu'il est.
Amis, c'est ce que nous avons voulu faire à Epinay. A l'époque, il s'agissait de reconstruire le Parti Socialiste ; en peu d'années nous l'avons fait. Il s'agit maintenant de reconstruire l'union de la Gauche. En route pour cet Epinay-là, et l'union gagnera :
(L'assistance, debout, applaudit longuement)

Le président - Je remercie François Mitterrand.

Nous avons maintenant quelques communications à vous faire et je vais tout de suite donner la parole à Pierre Mauroy pour vous communiquer la liste des membres de la Commission des résolutions et fixer quelques rendez-vous.

Pierre Mauroy - Camarades, voici la liste des membres de la Commission des résolutions, qui comprend 61 membres avec, bien sûr, les suppléants. Elle se réunira sous la présidence d'André Chandernagor.
La réunion de cet après-midi se tiendra sous la présidence de Gaston Defferre.
Voici les camarades que nous vous proposons pour composer la Commission des résolutions :
(Lecture de la liste)

Le président - Vous venez d'entendre les propositions faites par le Secrétariat pour la Commission des résolutions.
Il n'y a pas d'objections ?
Il en est ainsi décidé.

Pierre Mauroy - La Commission s'occupant des problèmes de candidatures siégera immédiatement, salle de la Conversation. La Commission des résolutions siégera dans la même salle, mais à 15 heures.
Je propose que la reprise de la séance ait donc lieu à 15 h, 30 et que les orateurs qui se sont inscrits se rassemblent autour du président et de Claude Estier pour la répartition du temps de parole, étant entendu qu'il pourrait y avoir deux heures de débat.

Le président - La parole est à Didier Motchane pour une communication de procédure.

Didier Motchane

Je me souviens que parmi les choses justes et nombreuses, et nombreuses à être justes, que le 1er Secrétaire du Parti nous a dites, ou nous a rappelées, il y avait l'affirmation que, dans notre Parti, il n'y a pas de bons et de mauvais Socialistes, il n'y a que des Socialistes. De cela, je pense que les uns et les autres nous sommes convaincus. Encore faut-il que, involontairement ou pas, même involontairement, nous prenions la précaution de ne jamais donner l'impression qu'il y a des différences.
Hier, nous avions un débat sur les investitures et vous savez qu'un certain nombre de cas a été réservé. Ces cas ne présentent, pour la plupart, aucun problème d'irrégularité ; quand il s'en présente, il paraît assez facile de les trancher.

Le président - Didier Motchane, je me demande si tu n'as pas surpris la bonne foi du président, car tu m'as demandé de parler quelques secondes sur une question de procédure ; je te demande de bien vouloir t'en tenir à ce que tu as toi-même demandé.

Fondation Jean-Jaurès

Didier Motchane - Absolument. Je demande donc à la Convention nationale, et je suis sûr en faisant cette demande de me faire l'interprète du 1er Secrétaire... (rires)… d'ailleurs, il m'est facile de le dire... je demande à la Convention nationale que l'ordre du jour d'hier, c'est-à-dire la ratification des investitures des candidats du Parti soit terminée avant le début des travaux de la Commission des résolutions.

Pierre Mauroy - Mon cher Didier, qu'est-ce que c'est que ce divertissement avant que nous n'allions déjeuner ? C'est une sorte d'apéritif que tu nous proposes là !
Je pense qu'en ce qui concerne l'ordre du jour, la Convention en a décidé hier. Une Convention a une seule Commission des résolutions qui doit préparer les rapports pour la Convention. La Convention seule décide et la sous-Commission des affaires électorales, qui a siégé hier, est une sous-Commission de la Commission des résolutions ; elle rapportera à la Commission des résolutions, et la Commission des résolutions, comme elle l'entendra, rapportera à la Convention qui prendra les décisions qu'elle voudra.
Voilà les propositions que je fais.

Le président - Il en est ainsi décidé, et la séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès